

Sogood et changeNOW
présentent

Makers' Stories



La grande aventure

Vingt histoires de passionnés qui changent le monde

OURS

MAKERS' STORIES,
UN SUPPLÉMENT DE SO GOOD

So good, édité par SOPRESS,
S.A.S au capital
de 1063204 euros.
RCS n° 445391196.
15 rue du Ruisseau 75018 Paris
Tél. 01 43 22 86 96
(préférez l'e-mail)
E-mail: contact@sogoodstories.com

Pour plus d'informations:
sogoodstories.com

Abonnement : abonnement.sopress.net
Responsable abonnement
Vincent Ruellan

RÉDACTION CONCEPTION

Directeur de la rédaction
Franck Annese
Rédactrice en chef
Éléonore Thery
Secrétaire de rédaction
Sophie Meyer
Directrice artistique
Élyse Delahaie
Maquettiste
Simon Deburck
Webmasters
Gilles François & Aina « Andy »
Randrianarijaona
Rédacteur en chef So good Radio
Ronan Boscher
Cheffe de projet éditorial
Lolita Mang
Social Content Manager
Solène Bettoni
Cheffe de projet
Apolline Calucci

Rédaction par nos pionniers

Christine Allard, Albert Asseraf,
Nathalie Bardin, Alexandre Boucherot,
Nicolas Boudinet, Françoise Bresson,
Karine Cottin, Philippe Coutin, Marie-

Claire Daveu, Valérie Eymard, Nicolas
Froissard, Valérie Gaudart, Caroline
Guillaumin, Jean Hornain, Albane Liger-
Belair, Céline Mayaud, Sophie Robert-Velut,
Guillemette Rolland, Philippe Zaouati

Avec nos journalistes

Louise Audibert, Barnabé Binclin, Hélène
Brunet-Rivaillon, Elisa Covo, Ana Boyrie,
Antoine Donnarieix, Julien Duez, Laura
Dulieu, Simon Henry, Nicolas Jucha,
Esther Meunier, Amélia Morghadi, Anaïs
Renevier, Romain Salas, Anton Stolper

Photographes

William Beaucardet, Renaud Bouchez,
Iorgis Matyassy, Mathieu Zazzo

Illustrateurs

Pierre André, Simon Deburck, Camille
Girard, Nadia Hafid, Caroline Laguerre

Illustration de couverture

Simon Bailly

GESTION ET DÉVELOPPEMENT

Meneur de jeu
Loïc Yviquel –
loic@sogoodstories.com
Responsable du développement
François-Xavier Couval –
fx@sogoodstories.com
Cheffe d'orchestre du réseau activistes
Stephanie Ampart –
stephanie@sogoodstories.com
Cheffe de projet
Apolline Calucci –
apolline@sogoodstories.com
Office Manager
Leïla Izrar – leila@sogoodstories.com

ÉQUIPE CHANGENOW

Président-fondateur
Santiago Lefebvre
Directeur de la communication
Daniel Barney

Directrice des partenariats média
Marine Bronner

ADMINISTRATION SOPRESS

Président et directeur de la publication
Franck Annese
Actionnaires principaux
Franck Annese, Guillaume Bonamy,
Édouard Cissé, Vikash Dhorasoo,
Patrice Haddad, Sylvain Hervé,
Robin Leproux, Stéphane Régy,
Serge Papin
Directeur général
Éric Karnbauer
Directeur du développement
Brieux Férot
Directeur administratif et financier
Baptiste Lambert
Comptable
Teddy Miatti, assisté de Dowen Anastase

DIFFUSION

Gestion des ventes au numéro
A JUSTE TITRES – Alexandre Campi
(a.campi@ajustetitres.fr) 06 31 74 15 02
Réassort et quantités modifiables sur
direct-editeurs.fr (+ appli gratuite)

Contact presse
communication@sopress.net

Syndication
publishing@sopress.net

ISSN : 2740-5214.
Commission paritaire n°CPPAP: en cours
d'attribution.
Imprimé par Léonce Deprez. Distribution
MLP.
Copyright SO GOOD.
Tous droits de reproduction réservés.
L'envoi de tout texte, photo ou document
implique l'acceptation par l'auteur
de leur libre publication dans la
revue. La rédaction ne peut pas être
tenue responsable de la perte ou de
la détérioration de textes ou photos qui
lui sont adressés pour appréciation.

Ils ont été journalistes le temps d'un magazine



Christine Allard
Directrice de la communication
et des relations institutionnelles
chez Sanef Groupe



Albert Asseraf
Directeur général
communication et
nouveaux usages
de JCDecaux



Nathalie Bardin
Directrice marketing
stratégique, RSE et innovation
du groupe Altea



Alexandre Boucherot
Cofondateur et
PDG de Ulule



Nicolas Boudinet
Directeur général
délégué chez Maif



Françoise Bresson
Directrice RSE et
communication
de Nestlé Waters



Karine Cottin
Chief Marketing Officer
du groupe Pierre Fabre



Philippe Coutin
Président de Pernod
Ricard France



Marie-Claire Daveu
Chief Sustainability and
Institutional Affairs Officer
chez Kering



Valérie Eymard
Global head of retail banking
company engagement
chez BNP Paribas



Nicolas Froissard
Porte-parole et
codirigeant du
GROUPE SOS



Valérie Gaudart
Directrice
écosystèmes-culture
chez Engie



Caroline Guillaumin
Directrice des
ressources humaines
et de la communication
à la Société Générale



Jean Hornain
Directeur général
chez Citeo



Albane Liger-Belair
Directrice innovation
chez KPMG



Céline Mayaud
Corporate Communication
Managerde Bonduelle



Sophie Robert-Velut
Directrice générale opérations
dermo-cosmétique des laboratoires
Expanscience/Mustela



Guillemette Rolland,
Directrice communication
externe et institutionnelle
partenariats et mécénat
pour le groupe Covéa



Philippe Zaouati
PDG de Mirova

Édito, mais pas trop

Il était une fois une Française qui avait décidé de nettoyer l'Everest. Il était une fois une Malawite qui avait décidé de se battre contre les mariages forcés. Il était une fois un Belge qui avait créé une micronation écologiste. Entre ces pages, vous trouverez vingt histoires folles de passionnés qui font avancer le monde dans le bon sens, chacun à leur façon, sans triomphalisme, et sans culpabiliser son voisin. Derrière ce supplément, il y a aussi l'histoire d'une rencontre, entre un magazine, **So good, et un événement, **ChangeNOW**. Leur point commun ? Être les porte-voix de celles et ceux qui essaient de trouver des réponses aux grands défis sociaux et environnementaux. Explications par leurs fondateurs respectifs, Loïc Yviquel et Santiago Lefebvre.**

Par Éléonore Thery

Comment est né ChangeNOW ?

Santiago Lefebvre : À l'époque, vers 2015, mon constat était qu'il y avait un vrai clivage entre le *business* d'un côté et la sphère sociale et environnementale de l'autre. C'étaient deux univers très éloignés. Or, sur les réseaux sociaux, je commençais à voir émerger des entrepreneurs qui développaient des solutions très concrètes, avec un vrai potentiel économique et une grande ambition, le tout au service de grands enjeux, comme la dépollution des océans ou l'aide aux réfugiés, par exemple. Ces porteurs de projets restaient un peu isolés, il leur manquait un écosystème pour vraiment émerger.

Et l'une des briques de cet écosystème, ce sont les grands rassemblements mondiaux. Ils existaient pour tous les secteurs, mais pas pour ceux qui veulent changer le monde.

Alors, tu décides de créer un événement. Comment cela a-t-il commencé ?

SL : On a commencé très petit, avec des codes un peu différents de ce qui se faisait alors : on a mixé ceux du théâtre et des grands événements. On a beaucoup bricolé, cela tranchait vraiment avec la façon dont une grande agence aurait mené l'affaire. Il y a 150 ans, on a créé de magnifiques vitrines, les expositions

universelles, pour accélérer la révolution industrielle ; j'aime à dire que nous avons essayé de recréer cet esprit en montrant un état de l'art, alors que nous vivons une nouvelle révolution, sociale et environnementale, cette fois. En 2017, pour la première édition, les gens ne voyaient pas trop où on voulait en venir, on leur disait : « *Vous allez voir, tous les étudiants qui sortent des écoles vont rêver de travailler dans ces domaines* », et c'est ce qui s'est passé. Aujourd'hui, nous accueillons plus de 400 intervenants, et nous sommes le seul événement, en dehors des COP, à rassembler plusieurs dizaines de milliers de participants sur ces enjeux de transition.

Loïc Yviquel : Ce que vous avez apporté, c'est aussi de parler différemment de l'environnement, plutôt que d'être dans une dynamique anxieuse.

Quid du lancement de *So good* ?

LY : Comme le dit Santiago, il y avait une dynamique en train de naître dans le courant des années 2010. Chez Ulule, la plateforme de *crowdfunding* où je travaillais, nous nous sommes dit : on ne parle pas assez de ces passionnés qui essaient de rendre le monde meilleur, et dont nous voyions défiler les projets sur notre site, créons un média qui les met en avant. Ce que nous avons fait, de manière collaborative, avec, à nos côtés, une communauté d'activistes. Notre objectif, c'est d'inspirer les gens pour qu'ils passent à l'action. Ce que Santiago fait *via* l'événementiel, nous le faisons *via* l'éditorial. Et nous le faisons avec la recette des magazines *So Press*, les 3H : humain, histoire, humour.

C'est cette volonté d'être des porte-voix qui vous a menés à vous unir pour lancer *Makers' Stories* ?

SL : *Makers' Stories* c'est en effet l'histoire d'une rencontre, entre des personnes qui portent les mêmes valeurs, des organisations qui veulent aller dans le même sens. *ChangeNOW*, c'est un événement ponctuel, nous nous sommes demandé comment le faire vivre au-delà des trois jours où défilent nos *speakers*, comment élargir au plus grand nombre. Voilà comment l'idée est née.

À part un nom assez obscur, qu'est-ce que *Makers' Stories* ?

LY : Dans ce supplément de *So good*, nous avons réuni les dirigeants d'entreprise qui ont accompagné la création du magazine, des journalistes et des *change makers*. Et comme on aime faire des pas de côté, on a proposé à tout le monde de changer de casquette : les dirigeants d'entreprise ont endossé le rôle d'intervieweurs, les journalistes celui de *coachs*, et les membres de l'équipe de *ChangeNOW* ont joué les entremetteurs auprès des invités de leur dernier sommet. Le premier numéro est sorti l'an dernier, il a été très apprécié, alors on recommence !

Quelle est la mission de ce supplément ? Allumer l'étincelle du changement chez les lecteurs ?

LY : Notre idée, c'est de montrer qu'il existe des milliers de solutions pour résoudre les défis sociaux et environnementaux. Et qu'ensemble, on a forcément plus de chances d'y arriver.

SL : Oui, c'est ça. On a des histoires incroyables à raconter, de personnes qui agissent un peu partout dans le monde. Et finalement, ces histoires-là peuvent aussi allumer un certain nombre d'étincelles auprès de dizaines de milliers de lecteurs. Je crois beaucoup aux effets de chaîne. Inspirer quelqu'un : les conséquences peuvent être gigantesques ! Donc on a tout intérêt à allumer des étincelles un peu partout. On aime l'idée que ces histoires accompagnent les lecteurs jusqu'à la plage cet été. ●

ChangeNOW en chiffres

5
éditions

3
jours

400
intervenants

120
pays

800
investisseurs

Et beaucoup d'amour

Sommaire

8

Des chiffres et des lettres
Pour ceux qui aiment lire
ou compter.

10

Les salades connectées
de **Sudhanshu Sarronwala**.

12

Harry Waters
Le prof qui donne envie
de retourner à l'école.

14

Too Good To Go, c'est
le *credo* de **Lucie Bash**.

16

Lucie Pinson fait
la guerre au charbon.

18

Micronation, maxi-
mission : bienvenue
chez **Niels Vermeersch**.

20

Flore Berlingen, la reine
des semences anciennes.

DOSSIER

AVENTURIERS

Des forêts de Tanzanie
au sommet de l'Himalaya,
ils parcourent le
monde pour protéger
l'environnement.
Rencontres au sommet.

22

La primatologue **Jane Goodall** ouvre son album photo.

28

Loïc Blaise, *the aviator*.

31

Marion Chaygneaud-Dupuy, l'éboueuse
de l'Everest.

34

Tout, tout, tout sur les JO de Paris 2024 avec **Tony Estanguet**.

38

Barbara Hannigan,
Master chef d'orchestre.

40

Rawaa Ammar,
de la mer à la mode.

42

Le blue-jean, pas
vraiment green

43

Memory Banda
La féministe qui fait
trembler le Malawi.

46

Lou Welgryn
Son dada, c'est la data.

50

Femmes je vous aide,
un tube d'**Anne-Cécile Mailfert**.

53

Sandra Rey dessine
les contours du design.

56

Associés pour la planète,
avec **Nicolas Sabatier**.

58

L'économie circulaire
s'incruste au sein
du CAC40, grâce à
Raphaël Masvigner
et **Jules Coignard**.

60

Michael Green troque
le PIB pour l'indice
de progrès social.

62

Retour vers le futur,
en compagnie de
Dorothee Browaeys.

66

Geste anti-éclo
Les interviewés avouent
tout.

Des

So good ou not so good?
À vous de juger.

Par Anton Stolper.

chiffres

100 milliards

L'estimation du nombre d'euros qui échapperaient chaque année aux recettes de l'État à cause de l'évasion fiscale.

et des

2,7 millions

Le nombre de vélos achetés en France en 2021, légèrement au-dessus des ventes de voitures neuves.

6

Le poids en tonnes de l'éléphant qui a piétiné à mort un braconnier dans le Kruger National Park en Afrique du Sud.

lettres

200 000

La somme, en euros, touchée par un Français, gagnant de l'EuroMillions, et presque intégralement reversée à sa fondation Anyama dédiée à la protection de l'environnement.

18

Le temps, en minutes, occupé par l'écologie pendant les trois heures de débat entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen.

12 720

Le nombre de plaintes pour bruit déposées par un seul individu contre l'aéroport de Dublin en un an.

4

Le nombre par lequel seraient divisées les visites chez le vétérinaire si les chiens étaient vegan.

50

La quantité de mots qu'utilisent les champignons pour communiquer entre eux.

35 000

La quantité de pilules de Viagra commandées par l'armée brésilienne sans qu'aucune explication ne soit fournie.

2000

Le montant, en euros, qu'une femme aura à payer en serviette hygiénique et en tampons tout au long de sa vie.

35 à 45%

L'empreinte carbone mondiale émise par les 10% des habitants les plus riches. ●

Bibliothèque

Quelque part entre les vitrines des rayons frais de supermarché et le laboratoire clandestin de cannabis, les fermes verticales urbaines promettent un nouveau modèle agricole. Dans ces laboratoires connectés, salades et herbes aromatiques grandissent sur des étagères sous l'œil de caméras, tandis que l'intelligence artificielle veille à leur bien-être. Pari d'investisseur techno-solutionniste ou alternative durable pour nourrir la planète ? Réponses de Sudhanshu Sarronwala, responsable de l'impact chez Infarm, startup allemande spécialisée en agriculture urbaine.

Par Valérie Eymard, Global head of retail banking company engagement chez BNP Paribas, avec Romain Salas. Illustrations: Simon Deburck pour *Makers' Stories*.

Début avril, un épisode de gel tardif dévastait une partie des récoltes, faisant subir aux arboriculteurs et aux vigneronns un lourd manque à gagner.

Un phénomène amené à se reproduire sous l'action du changement climatique, et qui pourrait aussi s'aggraver avec la hausse du coût des produits de première

nécessité provoquée par des conflits, comme

la guerre en Ukraine. Le marché serait-

il mûr pour de nouveaux

modèles agricoles ? C'est la

conviction des fondateurs

de fermes urbaines

dites verticales, qui

commencent à essaimer

dans le monde entier.

Ces exploitations – qui ressemblent plus à des distributeurs Selecta haut de gamme qu'à des fermes – sont en réalité des laboratoires connectés qui se présentent sous la forme de petits conteneurs ou d'armoires géantes. À l'intérieur, des plantes grandissent sous l'œil de capteurs et de caméras en tout genre. La gestion de l'eau se fait au centilitre près, grâce à une intelligence artificielle qui veille et optimise jour après jour l'apport des minéraux, mais aussi la température, l'humidité, l'éclairage, etc. Une technologie dernier cri plus proche du serveur informatique que de l'exploitation agricole, mais dont le caractère local, peu carboné et sans pesticide se veut une alternative sérieuse à l'agriculture conventionnelle. Certains, pourtant, la jugent trop coûteuse et gourmande en énergie, et les difficultés financières rencontrées par les fermes verticales du champion français

Agricool amènent à s'interroger sur le modèle économique de cette agriculture monitorée. Sudhanshu Sarronwala, responsable de l'impact chez Infarm – une startup allemande dédiée aux fermes verticales qui a levé 200 millions de dollars en décembre dernier – balaie ces critiques d'un revers de main.

es vertes



Comment définissez-vous Infarm ?

Est-ce de l'agriculture sans agriculteurs ?

Notre entreprise est un réseau mondial de fermes urbaines connectées. Nous avons *grosso modo* deux types de fermes : celles à grande échelle que l'on retrouve dans des hangars et des entrepôts, et celles de petite taille qui peuvent se loger dans des commerces. Elles sont toutes modulaires, donc adaptables en fonction de l'espace donné, et connectées, ce qui permet de recueillir des informations et de faire de la recherche et développement. Nous avons davantage d'ingénieurs, de *data scientists* et de biologistes que d'agriculteurs !

Nous imaginions ces fermes en plein air, installées sur les toits et les terrasses. Votre agriculture n'est-elle pas davantage connectée qu'urbaine ou verticale ?

L'agriculture verticale est une industrie très jeune qui recouvre différentes méthodes. Celle que vous décrivez existe, mais ce n'est pas un modèle très répandu, car elle ne permet pas de contrôler l'environnement. À l'air libre, c'est beaucoup plus difficile de favoriser la croissance des plantes. C'est pourquoi la plupart des fermes urbaines proposent une exploitation en intérieur, modulaire et connectée. L'agriculture verticale est une agriculture connectée.

Quels sont les avantages de l'agriculture urbaine sur l'environnement ?

Nos fermes verticales utilisent très peu d'eau – environ 5% de ce qui est utilisé dans l'agriculture industrielle –, car nous la recyclons et la réinjectons dans le circuit. *Idem* en ce qui concerne la surface, nous en consommons beaucoup moins, grâce à la verticalité des étagères. Ce qui donne de très bons rendements, compte tenu de la faible emprise au sol de nos cultures. Côté logistique, nos produits parcourent de faibles distances et ne sont jamais

transportés par avion. On peut ajouter au tableau l'absence totale de pesticides et d'aérosols, les uns dégradant les sols, les autres l'atmosphère. Et enfin, la maîtrise de notre environnement rend notre production plus résistante, puisque nous ne sommes pas affectés par les phénomènes météorologiques ou climatiques.

Les fermes urbaines sont cependant gourmandes en énergie et en équipements (capteurs, éclairage LED, panneaux solaires). Comment atténuer cet impact ?

Nous pensons que les technologies vont jouer un rôle important dans la résolution des grandes problématiques mondiales, la sécurité alimentaire en premier lieu. Pour réduire l'impact de ces technologies, notre entreprise s'est engagée dans un plan ambitieux de baisse de nos émissions de CO₂. Concernant l'énergie, nous nous sommes engagés à un approvisionnement 100% électricité verte sur l'ensemble du réseau d'ici fin 2022. D'ailleurs, nous travaillons sur tous les scopes de nos émissions (*périmètre au sein duquel sont étudiées ces émissions, dans le cadre d'un bilan carbone, ndlr*) : nos émissions directes et indirectes (véhicules, chauffage, éclairage), mais aussi les émissions de nos fournisseurs et de nos clients.

Votre modèle agricole ne risque-t-il pas de diminuer la diversité de l'offre en fruits et légumes ?

À l'heure actuelle, nous pouvons cultiver soixante-quinze types d'espèces, principalement des herbes aromatiques et des salades. On vise à produire des tomates et des fraises d'ici 2023. De manière générale, nous ne faisons pas de monoculture, et nous déployons un maximum de variétés possibles. Nous réfléchissons même à relancer la culture d'espèces oubliées. Par ailleurs, nos méthodes respectent l'environnement et permettent indirectement de protéger la biodiversité.

Pourquoi votre productivité serait-elle plus efficace que celle de l'agriculture conventionnelle, que l'on qualifie pourtant d'intensive ?

C'est une question de données. Chaque plante que nous faisons pousser, que ce soit à Paris, à Tokyo ou à Seattle, est surveillée pour voir comment elle réagit à son environnement. Les données alimentent notre programme d'intelligence artificielle et perfectionnent notre connaissance de ces végétaux. Ainsi, chaque plante qui pousse aide les futures plantes à mieux pousser.

Infarm en chiffres

2013 : création d'Infarm à Berlin par Osnat Michaeli, expert en médecine traditionnelle chinoise

2018 : 25 millions de dollars collectés

2021 : levée de fonds de 200 millions de dollars

2022 : plus de 1000 salariés, activité dans toute l'OCDE, près de 2000 magasins, accords avec plus de 30 grandes chaînes de supermarchés, plus de 75 plantes cultivées ●

X

Earth,

X

Wind

X

and

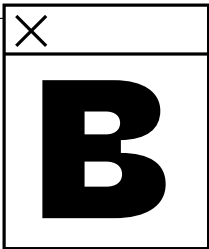
X

Waters

X

Et si la survie de la planète se jouait dans la salle de classe ? À l'heure où le GIEC déclare que l'humanité ne dispose que de trois ans pour conserver un monde « vivable », Harry Waters est persuadé que la solution se trouve auprès des plus jeunes. C'est pourquoi cet enseignant a fondé Renewable English, des cours d'anglais en ligne dont l'objectif est de sensibiliser à l'environnement et au réchauffement climatique. Chaud devant.

Par Nathalie Bardin, directrice marketing stratégique,
RSE et innovation du groupe ALTAREA, avec Ana Boyrie.



arbe rousse, bonnet vissé sur la tête cachant une calvitie précoce, Harry Waters, 38 ans, a tout d'un hipster. Considérant le climat et l'environnement comme

les enjeux de notre siècle, cet enseignant originaire de Northampton – qui depuis a posé ses valises à Séville – a décidé de faire de sa classe un espace engagé, où ses élèves apprennent l'anglais en même temps que les gestes et les comportements écologiques. *« Ça fait quinze ans que je travaille dans l'éducation, j'ai pu passer en revue un grand nombre de manuels scolaires, raconte-t-il depuis sa voiture – électrique semblerait-il. Lorsque vous arrivez à la section 'changement climatique', vous vous retrouvez avec deux pages sur les ours polaires qui meurent et sur la fonte des calottes glaciaires... Bref, tout est négatif. J'ai tout de suite su que ce ne serait pas ma façon d'enseigner. »* Il y a cinq ans, les choses se confirment. À l'occasion de la journée mondiale de la Terre, l'école privée dans laquelle il enseigne choisit d'imprimer une série d'images en lien avec le réchauffement climatique (le plastique, les animaux en voie d'extinction...) que les élèves devaient colorier. Mais aucune explication et sensibilisation n'étaient mises en place. Donc en gros, l'école disait *« regardez notre démarche écolo »*, sans réellement s'investir. Entouré d'un groupe d'élèves, Harry décide alors d'écrire au directeur ainsi qu'aux parents. Le but ? Mettre en place des actions en lien avec l'environnement, comme par exemple, installer des poubelles de recyclage. Le succès est immédiat. Harry prend alors conscience que ce genre d'actions collectives est la voie à suivre. Dire et faire doivent aller de pair. *« J'ai toujours été conscient de la situation de la planète, surtout après la naissance de ma fille. Nous devons agir. Nous devons faire la différence, à grande échelle. »* Aussitôt dit, aussitôt fait. Après avoir fait les cent pas, le jeune enseignant imagine des cours d'anglais en ligne qui, à travers la grammaire et le vocabulaire, sensibiliseront au réchauffement climatique. C'est ainsi que Renewable English (littéralement « anglais renouvelable » en français) est né.

Cuire des pancakes dans une voiture

Première série sur le thème de la maison : réduire sa consommation d'électricité ou d'eau, diminuer son impact carbone

ou encore éviter les déchets... En trente minutes, Harry s'attaque à de nombreuses problématiques de façon ludique, décalée et décomplexée. Le jeune professeur joue avec l'écran, affiche des mots de vocabulaire, se met en scène sur des photos pour tester les connaissances de ses élèves, fait parler les chiffres ou encore donne des conseils. Et pour illustrer ses propos, il n'hésite pas à faire témoigner sa « nannie », son frère ou des amis sur leurs pratiques pour avoir un mode de vie plus responsable. La deuxième série est un peu plus ambitieuse : imaginer un cours pour chacun des dix-sept objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. *« Pour expliquer ces ODD, nous organisons des entretiens auprès d'experts, nous nous appuyons sur des vidéos, nous proposons des activités de lecture, détaille-t-il. Et tout cela est gratuit et en direct ! Ainsi, toute personne souhaitant participer peut rejoindre nos cours sur YouTube, Instagram, Facebook ou sur le site web. »* Très actif sur les réseaux sociaux, Harry se remémore l'un de ses meilleurs posts : *« Pendant une période de canicule, nous avons utilisé notre voiture comme four, et nous l'avons appelée 'Car-ster Chef' au lieu de 'Master Chef'. Les gens ont adoré ! L'idée de faire cuire des pancakes ou des œufs dans la voiture était complètement inattendue. Ma fille a même fait des cookies ! Ils n'étaient pas si mauvais d'ailleurs... »* Car Renewable English, c'est aussi une histoire de famille. Une « véritable entreprise familiale », selon Harry. Sa femme, photographe, réalise l'ensemble des vidéos. Sa fille Alice, âgée de 8 ans, s'est, quant à elle, engagée très tôt pour la planète, en menant notamment des actions contre le plastique. Régulièrement, elle présente aux internautes ses conseils, dans une rubrique baptisée « les meilleurs conseils d'Alice » et qui, sans surprise, est l'une des plus populaires. *« C'est une belle façon pour nous trois de nous relier en tant que famille. Et c'est une merveilleuse façon pour moi d'être à leurs côtés. »*

L'éducation, fondement de tout changement

Car la vie de Harry n'a pas toujours été un long fleuve tranquille. Après de nombreux voyages en Amérique du Sud, en Chine, au Vietnam ou encore en Australie, où il a été témoin des impacts du changement climatique sur les populations, le jeune enseignant

se voit contraint de lever le pied. *« J'avais l'intention de déménager au Mexique, mais je suis tombé gravement malade, d'une leucémie. Outre la naissance de ma fille, cet événement a été une véritable prise de conscience. J'ai réalisé que je devais mieux prendre soin du monde. Vous avez ces moments dans la vie, vous savez, ces moments électrochocs. J'étais allongé dans mon lit d'hôpital et je pensais : j'ai été trop égoïste, je n'ai pas assez fait pour les autres et pour le monde. Si je m'en sors – et je savais que j'allais m'en sortir – je dois changer les choses. »* Parole tenue. Harry cherche chaque jour à avoir un impact positif – sans se prendre trop au sérieux – grâce à sa double casquette d'enseignant et d'influenceur. Selon lui, l'éducation est le fondement de tout changement que ce soit à la maison, à l'école ou sur les réseaux sociaux. *« Si quelqu'un me demande ce que je fais dans la vie, la première chose que je réponds, c'est toujours prof, assure-t-il. C'est très difficile pour moi de ne pas l'être. Je ne peux jamais vraiment m'éloigner de ce métier. Je serai toujours enseignant et après vient le formateur, l'écologiste et l'activiste. »* À l'heure où Emmanuel Macron a annoncé que l'éducation serait l'une des priorités de son prochain quinquennat, Harry n'est pas sans conseils. *« Mettez une plante dans votre classe. C'est la première étape, la base. Un objet qui permet aux élèves d'observer la nature. Vous pouvez faire des expériences avec et vous aurez l'avantage de réduire le taux de CO₂ dans la classe ! »* Pour Harry, tout se passe ici et maintenant : *« Selon moi, le temps d'atténuation du réchauffement climatique est révolu. Nous devons désormais nous intéresser à la façon dont nous pourrions nous y adapter. Et pour que les jeunes générations en soient conscientes, nous devons parler la même langue qu'elles. Rendre nos cours pertinents et nous connecter à elles. Si vos élèves sont sur TikTok, inscrivez-vous et trouvez un jeune activiste climatique qu'ils pourront suivre ensuite. Les jeunes sont bien plus à l'écoute de ceux qui ont leur âge. »* C'est un fait, lorsque les élèves de Harry voient Greta Thunberg – aux 14 millions d'abonnés – ou Elijah McKenzie-Jackson – aux 30000 abonnés –, ils se projettent et veulent suivre l'exemple de ces jeunes gens conscients et informés qui, chaque jour, tentent de changer les choses et d'améliorer la situation écologique en menant des actions positives. D'ailleurs, Harry attend toujours que Greta réponde à ses demandes d'interview sur Twitter. Il sourit : *« Je n'en suis qu'à ma 348^e demande. »* ●

Guerrière anti-gaspi

50 000 kilos de nourriture partent à la poubelle chaque seconde dans le monde. Alors, quand d'autres viennent au secours des dauphins ou des grands singes, Lucie Basch a décidé de sauver ces victuilles. L'ingénieure de 30 ans a cofondé Too Good To Go, une application mettant en relation des consommateurs avec des commerçants jetant des invendus. Un véritable succès décliné dans dix-sept pays. Portrait d'une jeune femme à l'énergie communicative et à la détermination sans faille.

Par Céline Mayaud, corporate communication manager chez Bonduelle, avec Julien Duez.



Quand on n'est pas du matin, se lancer dans une discussion avec Lucie Basch nécessite de bien s'accrocher. Lorsque la visio commence à tout juste 9 heures, sa passion débordante pour partager ses combats l'emporte rapidement sur sa voix enrouée. Lucie Basch, c'est à la fois un shot d'énergie, un condensé de vitamines et un enthousiasme contagieux. Restée humble, l'entrepreneuse n'a pourtant pas à rougir du succès de Too Good To Go qu'elle a cofondée en 2016. L'application contre le gâchis de nourriture met en relation des consommateurs avec des commerçants sur le point de jeter des invendus de fin de journée. Un succès. Elle et sa joyeuse équipe de 1 300 *waste warriors* sauvent aujourd'hui 300 000 repas par jour en France, soit 18 % de ceux qui partent à la poubelle dans les dix-sept pays dans lesquels Too Good To Go est aujourd'hui implantée. Mais pas question de

ralentir la cadence pour autant. « *Par rapport aux 50 000 kilos de produits qui partent à la poubelle chaque seconde, c'est une goutte d'eau dans l'océan!* », s'indigne l'entrepreneuse qui promet de raccrocher les gants le jour où toute nourriture produite sera consommée. Autant dire, pas tout de suite.

Comment cette jeune femme tout juste trentenaire s'est-elle hissée à la tête de ce qui est aujourd'hui l'une des plus belles pépites de la *french food tech*? Pour le comprendre, il faut remonter à son enfance. Dans la famille Basch, les bons produits et les moments de partage autour des repas quotidiens font partie de la culture maison. On ne jette rien. À l'école, elle se révolte contre les monceaux de restes jetés à la poubelle et autres pratiques peu vertueuses de l'époque, ce qui lui vaut rapidement l'image d'une « *fillette anti-gaspi* ». Manger des bananes un peu trop mûres en provoquant la grimace des copains ou négocier des *doggy bags* pour les étudiants à la fin des buffets des conférences sont autant de sujets de fierté et de signaux annonciateurs de sa future vocation. Lucie cherche toujours à comprendre ce qui lui échappe. « *J'ai grandi avec cette idée qu'il ne faut pas se mettre dans la file avec les moutons, mais plutôt se demander pourquoi il y a une file* », confie-t-elle. Si son amour de la bonne nourriture et des arts culinaires est à l'origine de son combat, il lui a fallu s'expatrier pour que l'étincelle s'allume. En 2014, tout juste diplômée de l'École centrale de Lille, Lucie fait ses premiers pas chez Nestlé en Angleterre.

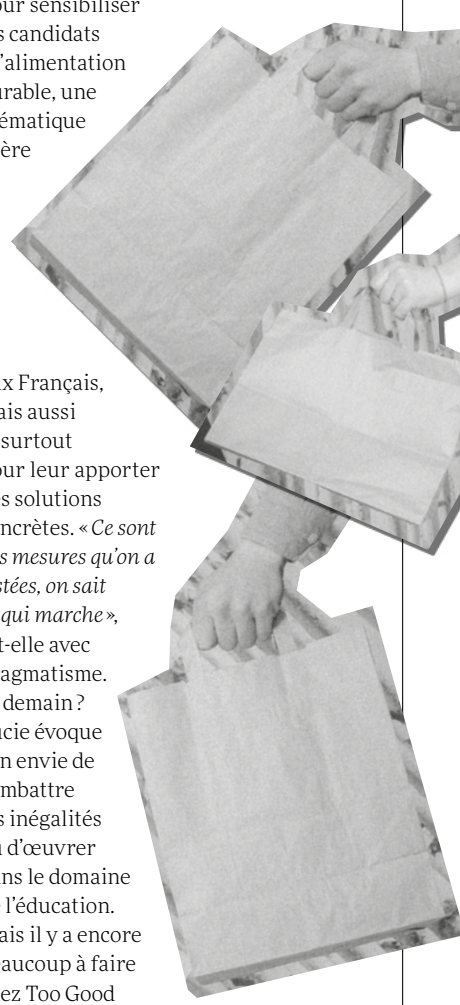


Elle change d'usine tous les six mois, et l'envie naît rapidement chez elle de faire bouger les lignes de ce géant de l'industrie agro-alimentaire. *« Je me suis dit que si j'arrivais à faire bouger un mastodonte pareil de 1%, l'impact allait être énorme. »* Mais produire des KitKat, des capsules de café ou de la nourriture pour animaux en masse en sachant qu'une partie du stock quotidien doit nécessairement être détruite entraîne une prise de conscience : la marche est trop haute, alors même que le temps presse. Elle gaspillerait son énergie en travaillant pour un système polarisé sur la productivité et pas assez sur la gestion des déchets générés. Lucie a beau être ouverte et curieuse, l'absurde ne fait pas partie de son mode de fonctionnement. *« Je suis une amoureuse de la cohérence, je n'aime pas les choses dénuées de sens »,* avoue-t-elle. Elle jette l'éponge, donc.

rendre le monde plus vert ont le vent en poupe. Le terreau est fertile pour accueillir les prémices de l'aventure Too Good To Go et lancer un premier projet de site. Mais c'est dans son pays natal que l'odyssée démarre vraiment quelques mois plus tard, alors que la loi Garot relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire est promulguée. Après un succès fulgurant sur le vieux continent, l'application anti-gaspi lève 25 millions d'euros en 2021 pour se lancer à la conquête du marché américain, où la conscience écologique *« a cinq ans de retard »*. Le credo de Lucie : *« Impact and people »* (l'impact et les gens), deux mots qui guident tous ses projets. Et son enfance permet à nouveau de comprendre que son engagement ne date pas d'hier. Dès les débuts de son parcours scolaire, cette ancienne déléguée de classe n'hésite pas à aller jusqu'au bureau du proviseur pour porter les revendications de ses camarades. Avec succès semble-t-il. Depuis, elle a reçu en 2018 le prix Margaret lors de la Journée de la femme digitale et le titre de « Femme entrepreneure de l'année ». Elle est également membre du conseil d'administration de France Digitale, première organisation et lobby de startup en Europe. Aujourd'hui, sa notoriété et ses multiples distinctions la poussent à s'impliquer davantage dans des cercles de femmes. Consciente des difficultés auxquelles elles se heurtent dans de nombreux domaines, elle reconnaît

nous passionne. Une fois que c'est fait, il faut mettre toute son énergie dedans, car c'est ce qui nous rendra heureux et surtout, bons dans ce qu'on fait ! » Son statut lui permet une large couverture médiatique et même si ce n'est pas ce qu'elle préfère, elle l'utilise pour faire bouger les lignes à tous les échelons de la société. Ainsi, la campagne présidentielle de 2022 l'a poussée à s'engager au côté d'une dizaine d'autres organisations pour sensibiliser les candidats à l'alimentation durable, une thématique chère

aux Français, mais aussi et surtout pour leur apporter des solutions concrètes. *« Ce sont des mesures qu'on a testées, on sait ce qui marche »,* dit-elle avec pragmatisme. Et demain ? Lucie évoque son envie de combattre les inégalités ou d'œuvrer dans le domaine de l'éducation. Mais il y a encore beaucoup à faire chez Too Good To Go et Lucie sait garder les pieds sur terre. Ou dans le sable : *« Il y a une super halle à Pantin avec quatre terrains de beach volley ! Pour oublier sa journée de travail, il n'y a pas mieux. »* Sous les pavés, il y a toujours la plage. ●



Elle et sa joyeuse équipe de 1300 waste warriors sauvent aujourd'hui 300 000 repas par jour en France.

Début 2016, Lucie profite d'un séjour au sein de l'organisation Open Food Network pour prendre un bol d'air et faire le plein d'idées fraîches en Norvège. Elle se sent vite comme un poisson dans l'eau dans ces contrées où tech et écologie font bon ménage, où l'économie collaborative a fait ses preuves, et où les solutions pour

avoir été, elle aussi, victime du syndrome de l'imposteur – un classique –, tant en raison de son sexe que de son jeune âge. Mais elle refuse qu'on l'y enferme. *« Il faut tourner toute contrainte en force »,* conseille-t-elle, avant de citer un discours de Steve Jobs aux étudiants de Stanford : *« Il faut prendre le temps de trouver ce qui*

Sur les charbons

Auréolée du prix Goldman pour sa victoire contre le charbon, **Lucie Pinson**, 38 ans, est aujourd'hui à la tête de l'ONG Reclaim Finance, qu'elle a fondée en 2020. Sa mission ? Mettre à l'index les acteurs de la finance impliqués dans des projets liés au charbon, au pétrole ou au gaz, avec une méthode : une main de fer dans un gant de velours. Vert, évidemment.

Par Françoise Bresson, directrice RSE et communication de Nestlé Waters, avec Simon Henry.



Quand on demande à Lucie Pinson quels supers pouvoirs elle aimerait avoir, sa réponse fuse sans hésitation : « Je voudrais ne jamais dormir. » Un vœu qui sonne comme un acte de résistance face à l'urgence climatique. Pour elle, chaque heure compte pour faire bouger les lignes. « *Le dernier rapport du GIEC publié début 2022 est un nouveau rappel à l'ordre*, explique-t-elle sans sourciller. *Le signe qu'il faut agir absolument maintenant.* » Ces mots sans ambages trouvent leur origine dans la conviction qu'elle s'est forgée tout au long de son parcours de militante. La jeune femme s'investit d'abord au sein des Amis de la Terre, une association œuvrant pour la préservation de l'environnement en France depuis 1970. Puis elle fonde en 2020 l'ONG Reclaim Finance, qui s'attaque aux acteurs de la finance impliqués dans des projets polluants liés au charbon, au pétrole ou au gaz. La cible de leurs pressions ? Les banquiers, assureurs, investisseurs et autres régulateurs. Ce, sans agressivité, car « *ce ne sont pas des ennemis, mais des adversaires* », estime-t-elle. Lucie Pinson pratique l'art du dialogue et de la pédagogie. Elle discute, explique, établit des liens, comme une araignée tisse sa toile, patiemment mais sûrement, sans ambiguïté. Cette approche fait sa force, lui permettant de dialoguer avec des personnes aux profils très différents. Car elle sait faire la part des choses entre les individus et les institutions pour lesquelles ils travaillent. Il y a le jeu médiatique et il y a les réunions de travail, où la confiance peut s'installer.

ardents

Il ne s'agit pas de la briser, parce qu'en face, « il y a aussi des personnes qui veulent comprendre et faire bouger les choses de l'intérieur ». La militante dispose d'un autre atout : son pragmatisme. Pour elle, toute discussion passe par une compréhension commune des faits. À partir du moment où il est reconnu que les institutions financières ou les majors gazières et pétrolières portent une responsabilité dans la crise climatique, il faut aller de l'avant et leur indiquer des pistes d'amélioration, plutôt que de faire leur procès. « Cette phase de propositions concrètes est essentielle pour avoir la capacité de changer la donne, d'atténuer les choses », soutient la jeune femme.

Prix Goldman

Au cours de la conversation, Lucie Pinson laisse transparaître sa pugnacité. Rien ne semble l'arrêter. Là, elle avoue qu'elle aimerait avoir un deuxième pouvoir à sa disposition : celui de l'invisibilité. Pas pour espionner, mais pour se glisser « comme une petite souris » dans les coulisses de ses adversaires, pour comprendre ce qui se passe en interne et « mieux identifier les vrais blocages », ceux qui entravent le succès de son combat. Mais des victoires, elle en a remporté beaucoup. Celle du charbon par exemple : en janvier 2020, la France tourne définitivement le dos aux projets liés à cette énergie qui émet beaucoup de CO₂. Et Lucie Pinson n'est pas étrangère à ce changement historique. Elle a fait partie de ceux qui ont livré bataille auprès de grandes entreprises pour qu'elles l'abandonnent. Cet engagement sera récompensé quelques mois plus tard par le prix Goldman, une sorte de prix Nobel de l'environnement, qui la placera

définitivement sous le feu des projecteurs. La performance de l'action reste son credo. Alors, elle n'hésite pas à adapter sa communication, quitte à écorner la réputation de ses adversaires. Ainsi, a-t-elle tancé publiquement le groupe d'assurance Axa : si elle reconnaît ses efforts à travers sa politique de retrait du charbon, elle l'appelle à se désolidariser désormais de grands projets pétroliers. Une tribune aux accents politiques, même si la quête de pouvoir ou l'exercice institutionnel ne l'ont jamais tentée. Elle préfère la voie du militantisme. « La politique, mon équipe et moi en faisons tous les jours, à notre façon. »

En janvier 2020, la France tourne définitivement le dos aux projets liés au charbon, qui émet beaucoup de CO₂. Et Lucie Pinson n'est pas étrangère à ce changement historique.

Ce penchant pour la lutte n'est pas nouveau. Enfant, Lucie a déjà « un goût prononcé pour la contestation et exècre l'injustice », certainement le legs d'une mère engagée dans le social, qui lui donnera le goût du dépassement et d'un père, plutôt piquet de grève, qui lui inculquera l'énergie du combat.

À table avec Martin Luther King

Quand on lui demande qui serait à la table de son dîner idéal, elle hésite un peu avant de proposer cinq personnalités qui permettent de dessiner l'essence de son militantisme. Cédric Herrou aurait une place de choix.

Militant local, engagé pour la cause des migrants, il représente pour elle la lutte dans les territoires. Avec lui, elle discuterait sans doute de la façon dont son engagement a débuté, et dont ce combat a fait irruption dans sa vie. À François Ruffin, député La France Insoumise, la jeune femme demanderait comment il utilise l'outil politique. Autour du plat de résistance, il y aurait aussi des théoriciens : Frédéric Lordon, philosophe et économiste, maître à penser de Nuit Debout et le sociologue Bernard Friot, qui a théorisé la notion de salaire à vie. Elle partagerait le dessert avec

Fatima Ouassak, porte-parole du collectif Front de Mères. Sans oublier un invité de choix venu du passé : Martin Luther King, « pour remonter aux sources ».

Du haut de ses 38 ans, Lucie Pinson jouit à présent d'une reconnaissance internationale, et envisage de créer une antenne de Reclaim Finance à New York. Un rapprochement avec les États-Unis donnerait encore un peu plus de poids à son combat, car les banques américaines sont les premières à financer les énergies fossiles dans le monde. Malgré quelques succès majeurs, Lucie se dit consciente du caractère limité de ses actions. « Quand on voit l'ampleur des changements qu'il faudrait opérer, on est encore loin d'une situation idyllique. On doit chercher à aller constamment plus loin pour avoir un impact. Et pour cela, il faut y croire, et ne jamais laisser tomber. » Aller au charbon, le destin de Lucie Pinson. ●

MICRONATION, MAXI- MISSION



Il existe un pays entièrement recouvert de glace que personne jamais n'a foulé de ses pieds. Ce petit pays s'est donné une grande mission : attirer l'attention sur le changement climatique. Flandrensis est une micronation – ce qui signifie qu'elle n'a pas de siège à l'ONU et n'est actuellement reconnue par aucun autre pays. Et pourtant, le territoire qu'elle revendique est bien réel. Cinq îles sur les côtes de l'Antarctique occidentale, près de 15 000 km² au total, à quelque 20 000 kilomètres de la Belgique où habite son fondateur et illustre grand-duc de 34 ans : Niels Vermeersch. Entretien avec le monarque vêtu de son costume d'apparat.

Par Alexandre Boucherot, cofondateur et PDG de Ulule, avec Anton Stolper.

Comment doit-on s'adresser à vous ? Grand-duc ? Non, juste Niels.

L'écologie a-t-elle motivé la création de Flandrensis en 2008 ? La conscience écologique est là depuis le début, mais on en a fait la mission de Flandrensis qu'après 2015. En réalité, Flandrensis doit avoir l'histoire la plus ennuyeuse du micronationalisme. En 2008, alors que j'étais étudiant en histoire, je suis tombé sur d'autres micronations en me baladant sur internet. Au début, je voulais rejoindre une, mais j'ai vite réalisé que ce serait plus rigolo de fonder la mienne. Pendant les deux premières semaines, je me suis informé sur les bases du micronationalisme : il faut un nom, un drapeau, un type de gouvernement etc. J'ai hérité de mon père une fascination pour l'histoire de la Flandre, je me suis donc inspiré de son passé médiéval pour créer Flandrensis. Une fois que les bases étaient établies, je me suis attablé avec des amis autour d'une bière et je leur ai expliqué ce que je faisais. Leur première réaction a été de me demander si j'avais des ministres. J'ai dit non et à la fin de la soirée, ils étaient tous citoyens et ministres. Ça a été le point de bascule entre un petit *hobby* de deux semaines et un projet qui dure depuis quatorze ans.

À quel moment Flandrensis est-il devenu un projet écologique ?

Au début, c'était surtout une simulation politique. Avec la trentaine de citoyens qui participaient à l'époque, on organisait des élections, des *meetings* et des débats. Ensuite, une fois nos études terminées, on a utilisé Flandrensis comme prétexte pour rester en contact les uns avec les autres, en organisant par exemple le championnat national de *bowling*. Mais en 2014, on était tous un peu plus vieux, et mes amis ont commencé

à se désintéresser de Flandrensis. On était dans une impasse. Je me souviens avoir été invité au théâtre pour donner une conférence avant une pièce racontant l'histoire d'un homme qui avait fondé son propre pays. Dans le public, un spectateur ne cessait de me demander pourquoi j'avais revendiqué ces îles en Antarctique. À quoi servait tout ce projet ? Qu'est-ce que je pouvais faire d'utile avec Flandrensis ? Il était tellement critique que j'ai fini par me dire qu'il avait raison. Et c'est là qu'est née l'idée de devenir 100% écologistes.

Devenir écologistes... et basculer de l'imaginaire dans le réel ? Ce n'est pas vraiment imaginaire, parce que toutes nos actions, nos projets et nos événements se déroulent dans la vraie vie. Il ne faut pas oublier que nos revendications territoriales sont purement symboliques et s'appuient sur une interprétation des textes officiels (*les territoires entre 90 et 120 degrés ne peuvent être revendiqués par un pays, mais rien n'indique qu'ils ne puissent être revendiqués par un individu, nldr*). Nous n'avons jamais eu et n'aurons jamais l'intention d'être un vrai pays. C'est 100% symbolique. Pas imaginaire pour autant. On utilise ce concept de micronation pour encourager les gens à s'engager pour la planète. Vous savez, nous sommes le seul pays au monde qui ne veut pas d'humains sur son territoire ! Dans la même veine, il y a l'Angyalistan qui revendique les grandes étendues de déchets qui flottent dans les océans : c'est le seul pays qui souhaite voir son territoire disparaître. Donc ce qui compte, c'est l'idée derrière. Et la nôtre, c'est d'attirer l'attention sur la cause environnementale, mais de façon créative. Je pourrais être concerné par le réchauffement climatique et rejoindre un parti vert ou fonder une association. Mais à la place, je peux aujourd'hui dire que je suis à la tête de la seule association écologiste qui est

aussi un pays. Forcément, ça interpelle et ça attire plus de personnes. En 2017 par exemple, quand les États-Unis ont quitté les Accords de Paris sous la présidence de Donald Trump, 300 Américains ayant découvert le projet sont devenus citoyens de Flandrensis. Le climato-scepticisme de Trump nous a permis de relancer l'aventure.

Concrètement, quelles actions organisent les citoyens ? Par exemple, la communauté à Modène en Italie est très impliquée dans des initiatives de reforestation. Cette année, ses membres comptent planter 160 arbres autour du consulat de Flandrensis à Modène (*la maison d'un citoyen, nldr*). Et c'est ça, le but de Flandrensis à l'avenir. Dans tous les pays, nous voulons avoir des petites communautés qui organisent des événements ou y participent pour le bien de la planète. C'est pour ça aussi que chaque membre de notre corps diplomatique s'engage à participer à plusieurs actions pour le climat, comme des marches ou des après-midis de ramassage de déchets. Nous n'avons pas la prétention d'être une grande organisation, Flandrensis n'est pas Greenpeace. Mais nous utilisons le concept de la micronation qui interpelle, pour tenter de faire une différence. Lors de sa naturalisation, chaque citoyen reçoit la médaille du chevalier de l'Ordre de la montagne qui fond et signe un document assurant qu'il fera tout ce qu'il pourra pour sauver l'environnement. Dans mon imaginaire, il devient alors un chevalier qui lutte contre le réchauffement climatique. J'ai donc une armée de plus de 800 chevaliers, répartis à travers le monde, qui luttent pour le climat à leur échelle. Si 800 chevaliers de Flandrensis prennent une douche plus courte, ça a un impact, petit certes, mais un impact quand même. ●

La fine Flore

Comment vivre dans un monde plus vert ? Flore Berlingen a quelques idées sur la question. Dès 2013, directrice de l'association Zero Waste France, elle œuvre à réduire les déchets, le gaspillage, mais aussi la surconsommation. Elle s'intéresse aussi au blé : en 2022, elle prend les rênes de Triticum, une organisation normande qui prépare nos lendemains en plantant des semences anciennes. Sans compter plusieurs ouvrages et enquêtes. Portrait d'une activiste qui n'a pas les deux pieds dans le même sabot.

Par Antoine Donnarieix. Illustration : Caroline Laguerre pour *Makers' Stories*.

Triticum : nom latin signifiant blé, une céréale qui nourrit les hommes depuis 12000 ans, des premiers pains jusqu'aux pizzas, en passant par les pâtes carbo. C'est aussi celui d'une association, fondée en 2019 par une poignée de Normands, jardiniers, enseignants, musiciens, ingénieurs, et dont la bien nommée Flore Berlingen est aujourd'hui la directrice. Le constat qui a réuni cette petite bande ? La biodiversité cultivée, dont fait partie le blé, a disparu à 75%, après un siècle de développement technique artificiel. « *Le système de production et de distribution alimentaire de la deuxième partie du XX^e siècle n'est absolument pas soutenable*, explique l'activiste de 36 ans. *Pour certains d'entre nous qui ne connaissent que cela, cet horizon est indépassable. Mais on peut considérer qu'il s'agit seulement d'une parenthèse qu'on se doit de refermer.* » Pour participer

à ce changement de ponctuation, Triticum cultive des céréales sur plusieurs parcelles en Normandie. Mais pas n'importe lesquelles : des céréales anciennes, dites paysannes, aux noms aussi fleuris que le Rouge de Lozère, l'Autrichien, ou le Bon Moulin. N'allez pourtant pas croire que Triticum entend revenir au Moyen-Âge. « *Ce sont des variétés en évolution. Ce ne sont en aucun cas des variétés clichés d'il y a un siècle, qu'on cherche à ne pas toucher, il n'y a pas de vision patrimoniale de l'héritage végétal. C'est une biodiversité cultivée et vivante.* » La culture de ces semences répond aux deux objectifs de l'association : diversifier les espèces cultivées, en particulier les blés, et œuvrer pour la résilience alimentaire. Derrière ce mot en vogue, comprendre : « *Faire progresser des variétés de céréales pour qu'elles soient mieux adaptées au terroir et qu'elles puissent résister au changement climatique ou à d'autres éléments qui poseront problème dans les prochaines années.* » En somme, une manière de préparer le mieux possible le jour d'après. Quant aux

méthodes, elles s'ancrent aussi dans la tradition – « *moins de pétrole, et plus de fumier* », revendique le site de l'association. Chez Triticum, on utilise la traction animale, des outils *low-tech* – à l'opposé du *high-tech* donc –, ou des techniques inspirées du maraîchage dit intensif français du XIX^e siècle. Un test grandeur nature pour relocaliser à terme la production alimentaire, et ce, du grain, à l'assiette, voire au verre : en parallèle, sont développées des filières locales professionnelles pour la production de farine, pain, bière et whisky.

« Le meilleur déchet, c'est celui que l'on ne produit pas. »

C'est dans cette région normande que Flore Berlingen a grandi. Diplômée de Sciences Po Paris, elle dit « *n'avoir pas eu conscience des problématiques environnementales* » à cette époque-là. Un jour, elle participe « *un peu par hasard* » à une table ronde où intervient le Centre national d'information indépendante sur les déchets, devenu Zero Waste

France (ZWF). C'est l'étincelle qui allume la mèche. Engagée en tant que chargée d'administration, puis chargée de plaidoyer, la nouvelle recrue se forme pendant trois ans sur la thématique du gaspillage chez ZWF. *« C'est vite devenu passionnant, parce que les déchets sont à la croisée de plusieurs types d'enjeux : la question de la préservation des milieux, de la pollution et du climat, mais aussi les problématiques sociales : qui s'occupe de nos déchets, qui subit les conséquences de la surproduction ? C'est intéressant de comprendre comment cela fonctionne et en quoi les politiques publiques peuvent changer la donne. »* En 2013, Flore revient au sein de l'association pour passer à la direction et mettre en place la politique zéro déchet. L'idée ? Revenir à la source du problème, plutôt que de se focaliser sur le contenu de nos poubelles. C'est d'ailleurs parce que Zero Waste France envisage la problématique de façon globale, qu'elle a souhaité conserver la terminologie anglaise – « waste » signifie « gaspillage » en français. *« Le meilleur déchet, c'est celui que l'on ne produit pas. Il faut revenir à l'étape de la production, et des modes de transformation et de distribution afin de réduire au maximum les futurs consommations, gaspillages et déchets. Il ne s'agit pas de produire "propre" : il n'y a pas de production propre. Il s'agit de poser la question : qu'est-ce que nous devons produire ? Parce qu'aujourd'hui, il n'est pas possible de continuer à le faire dans les mêmes quantités. »* Ce qui signifie en pratique : réduire le jetable, allonger la durée de vie des objets, développer le vrac ou la consigne, composter les biodéchets...

Guides pratiques et enquêtes choc

Ces idées, Flore Berlingen les a couchées sur le papier. D'abord des travaux programmatiques triple Z, comme *Le Scénario Zero Waste : zéro déchet, zéro gaspillage* ou encore *Territoires Zero Waste : guide pratique pour révolutionner la gestion locale des déchets*. Par la suite, sa plume est devenue plus acide, avec *Recyclage, le grand enfumage*, publié à l'automne 2020. *« Nous devons lutter contre cette dépendance que nous avons créée nous-mêmes. Le recyclage, pour expliquer qu'on peut rendre soutenable notre mode de consommation avec une société du*

jetable, ce n'est pas durable, insiste-t-elle. C'est une fausse promesse, un mirage mis en avant par les acteurs qui ont un intérêt à ce que cette société perdure. » Dans cet ouvrage qui a fait grand bruit, Flore démontre aussi qu'il est impératif de relocaliser une grande partie de la production alimentaire pour se passer des emballages, rendus nécessaires par la distance et le nombre d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur. C'est précisément le fil rouge du parcours de Flore, la philosophie qui mène de Zero Waste France à Triticum. *« Mis à part certains produits, l'essentiel de notre base*

alimentaire devrait pouvoir s'établir au niveau local. » En parallèle de ses fonctions chez Triticum, l'infatigable écologiste a un nouveau cheval de bataille : la responsabilité élargie du producteur – REP pour les intimes. Peu ou prou le principe du « pollueur payeur » appliqué aux producteurs de votre canette de soda ou de votre paquet de céréales, mis en place dès 1975 en France et élargi avec la loi AGEC en 2020. Une enquête qui devrait aboutir à la publication d'un ouvrage à l'automne. Pile au moment des moissons. ●



Jane G



h o r s -

Goodall



COURTESY: GOODPALL / ANNA FROST / CHAMP

champ

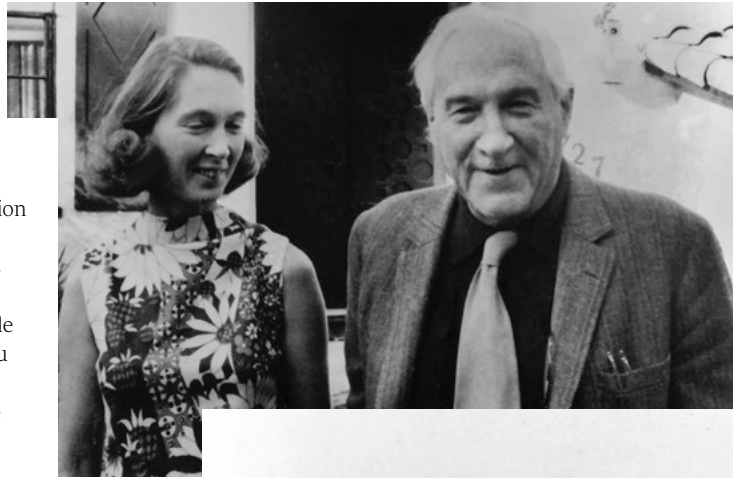
Et si les grands singes nous ressemblaient plus qu'on ne le pense ? Cette découverte majeure, le monde la doit à Jane Goodall, partie vivre en Tanzanie parmi les chimpanzés en 1960. Depuis, ses travaux ont profondément transformé la compréhension des rapports entre les hommes et les animaux. Et sa fondation dans le domaine de la biodiversité, de l'aide au développement durable et de l'éducation rayonne dans vingt-trois pays. À 88 ans, l'éthologue et anthropologue, qui croule sous les distinctions, nous ouvre son album photo. Et démonte les clichés.

Par Valérie Gaudart, directrice écosystèmes-culture chez Engie, avec Elisa Covo.



Une bête enfance

Très jeune, je me suis prise d'affection pour les animaux. Je me souviens d'une nuit où je m'étais cachée dans le poulailler familial, car je voulais absolument voir comment une poule pondait un œuf. Ma mère avait beau me chercher partout, il était hors de question que je quitte mon poste d'observation sans assister à ce petit miracle. Et j'ai fini par le voir ! Je me rappelle aussi les courses d'escargots que nous organisions avec ma sœur et nos amis. Chaque champion avait un numéro sur sa coquille, et nous les guidions en effleurant leurs antennes. Interdit cependant de toucher le bout, où se trouvent leurs yeux ; nous savions que cela leur ferait mal ! Très vite, j'ai compris que les animaux étaient des êtres doués de sensibilité, capables de ressentir les mêmes émotions que les humains. À l'époque, il n'y avait pas de documentaires animaliers, mais ma mère faisait des pieds et des mains pour me trouver des livres bien documentés sur le sujet et je passais des journées entières plongée dans mes lectures. Elle était aussi extrêmement patiente et en avance sur son temps : quand, par amour des bêtes, je ramenaient des vers de terre dans mon lit, elle ne me grondait pas et m'expliquait plutôt qu'ils ne pourraient pas survivre si loin de leur habitat.





En terre inconnue

J'ai fait des études de secrétaire. Un jour, une amie m'a proposé de l'accompagner au Kenya. Je rêvais de découvrir le monde, donc je n'ai pas hésité une seconde. Sur place, j'ai rencontré Louis Leakey, un paléontologue de renom, qui m'a proposé de partir étudier les chimpanzés. Il se disait sûrement que, comme je n'avais aucun bagage scientifique, je n'aurai pas d'*a priori* face aux primates. Souvent, on me demande comment c'était d'arriver dans un domaine de recherche alors réservé aux hommes. En réalité, l'enjeu n'était pas là. C'était surtout un terrain inexploré où tout était à faire. Seulement deux ou trois chercheurs s'intéressaient à l'époque au sujet, mais ils étudiaient les animaux en captivité. J'ai appris sur le tas. Au début, on ne me prenait pas au sérieux, notamment lorsque je suis partie faire un doctorat en éthologie à Cambridge. Mais cela n'avait rien à voir avec le fait d'être une femme ; on me reprochait surtout mon manque d'éducation scientifique. Certains disaient que je n'étais bonne qu'à poser pour la couverture de *National Geographic*. Personne ne me croyait quand je déclarais que les animaux avaient une personnalité, un esprit, des émotions, et que l'on pouvait avoir de l'empathie pour son sujet d'étude ; on ne cessait de nous répéter le contraire. Mes propos dérangeaient, mais je suis restée fidèle à mes convictions, et j'ai bien fait...

« J'ai vu un chimpanzé s'emparer d'une petite branche, lui ôter ses feuilles et s'en servir pour déterrer des termites. Or à l'époque, on pensait que fabriquer un outil était le propre de l'homme. C'était donc la preuve que nous partageons avec eux plus de choses que nous ne voulions l'admettre. »

Jane Goodall,
éthologue et anthropologue

Le singe, cousin de l'homme

Lorsque je suis partie étudier les chimpanzés à Gombe, en Tanzanie, le corps scientifique était persuadé que les hommes et les animaux étaient fondamentalement différents. Je savais, grâce à mes observations, que ce n'était pas vrai, et je cherchais une manière de le prouver. Après cinq mois à tisser des liens avec les primates, j'ai vu un chimpanzé s'emparer d'une petite branche, lui ôter ses feuilles et s'en servir pour déterrer des termites. À cette époque, on pensait que savoir fabriquer un outil était le propre de l'homme. C'était donc la preuve irréfutable que nous partagions avec eux plus de choses que nous ne voulions bien l'admettre. Avec Hugo van Lawick, le photographe envoyé par *National Geographic* pour m'accompagner, nous avons eu la chance d'immortaliser ces comportements. Quand les images et les films sont sortis, le monde a dû se rendre à l'évidence. Les scientifiques ont revu leurs définitions de l'humain et du chimpanzé, et je n'ai jamais eu besoin d'en débattre avec eux. Il n'y a rien de plus puissant que les histoires pour toucher les gens et faire évoluer les mentalités. On le voit encore avec des œuvres comme *La Sagesse de la pieuvre* (film de Pippa Ehrlich et James Reed racontant l'histoire sous l'eau d'une amitié inattendue entre un réalisateur et une pieuvre, ndlr). Les chimpanzés ont ouvert la porte à d'autres manières de percevoir les animaux. Aujourd'hui, la recherche s'intéresse à leurs émotions, à leur intelligence, et confirme l'intuition de ceux qui ont toujours su que les animaux étaient des êtres sensibles. Et grâce aux progrès scientifiques, on fait de nouvelles découvertes : par exemple le fait que nous partageons 98,7% de notre ADN avec les chimpanzés.



Main dans la main

Un jour, en Amérique latine, un chef m'a dit qu'il considérait sa tribu comme un aigle. Une aile représentait les femmes, et l'autre les hommes. Et ce n'était que lorsque les ailes étaient à égalité que l'oiseau pouvait voler. J'ai trouvé cette parabole poétique. Je pense en effet que les hommes et les femmes ont chacun leur façon de penser, leur intelligence propre, leurs émotions singulières. Mais ce n'est que lorsque nous collaborons que nous pouvons nous élever. Dans certains pays, il reste du travail avant d'accéder à l'égalité, notamment professionnelle. J'ai bientôt 89 ans, et au cours de ma vie, j'ai constaté que les choses pouvaient évoluer. J'ai vu des femmes quitter la sphère domestique, des hommes passer plus de temps avec leurs enfants... Il y a encore du chemin à parcourir, mais j'ai confiance. C'est aussi pour cela que nous avons lancé Roots and Shoots (un programme éducatif décliné dans une centaine de pays, rassemblant des jeunes pour connecter les hommes, les animaux et l'environnement, ndlr). Il faut sensibiliser les enfants le plus tôt possible. Aux États-Unis, les jeunes ont l'impression que s'investir autour de ces enjeux est « un truc de fille ». C'est faux ! Nous devons travailler main dans la main, car nous sommes tous concernés.





Et demain ?

Il nous reste une petite fenêtre d'action pour endiguer les effets du dérèglement climatique, mais ces derniers mois, notre attention a été complètement absorbée par le conflit en Ukraine, et ce, aux dépens de l'environnement. Cette guerre était difficile à prévoir et ses conséquences humaines, financières et climatiques sont terribles. Pourtant, la seule manière d'éviter la surchauffe de la planète est une action concrète et collective. Heureusement, on voit de plus en plus de jeunes se mobiliser pour le climat et demander des comptes. Je pense notamment à l'histoire que me racontait récemment le PDG d'une grosse société. Sa petite fille est rentrée un jour de l'école bouleversée, car ses camarades lui avaient dit que son papa détruisait la planète. Elle l'a alors supplié de lui dire que ce n'était pas vrai, car c'était aussi sa planète... Les entreprises changent peu à peu leurs pratiques, en partie parce que leurs consommateurs veulent acheter des produits plus éthiques et respectueux. Les décideurs économiques doivent s'interroger : est-ce que mon entreprise est nocive pour l'environnement ? Est-ce que je paye correctement mes employés lorsque je vends des produits à prix dérisoires ? Est-ce que j'utilise des méthodes qui polluent, des produits issus de l'élevage intensif industriel ? Et c'est pareil pour les consommateurs, il faut se demander comment a été fabriqué ce que nous achetons, d'où cela provient, si des animaux ont souffert dans le processus, si les employés sont exploités. C'est ce travail de réflexion qui nous permettra d'avancer collectivement. Et pour que cela soit réalisable, il faut aussi réduire la pauvreté, car lorsqu'on a peu de moyens, on n'a pas d'autre choix que d'acheter les produits les moins chers. Il faut repenser nos modes de vie pour cohabiter tous ensemble, et avec la nature. ●

AVIATOR



Pilote de ligne professionnel, Loïc Blaise voit sa carrière s'arrêter lorsqu'une sclérose en plaque lui est diagnostiquée à 34 ans. Alors, il se fixe un cap, faire de la santé de l'homme et de la planète un même combat. Parmi les batailles remportées, il réalise le premier tour du monde par le cercle Arctique, à bord d'un hydravion ultraléger, avec le cosmonaute Valery Tokarev pour faire des relevés sur la banquise. De quoi en tirer quelques enseignements, forcément.

Par Karine Cottin, Chief Marketing Officer, groupe Pierre Fabre, avec Esther Meunier.

1 La collaboration, tu favoriseras.

L'exploration 2.0 ce n'est pas seulement l'exploration de territoires, c'est aussi l'exploration de l'autre, des différences. Moi j'ai trouvé énormément de réponses en regardant ailleurs. Certes j'ai réussi à combattre les premiers signes de ma maladie grâce aux médecins, mais pas seulement, j'ai aussi été chercher des solutions du côté de l'alimentation, de l'esprit... Et c'est pareil pour le destin du monde ou pour n'importe quel projet : le fait de nouer des collaborations est important, car il n'y a pas de réponse unique. Les chasseurs au Groënland peuvent apporter un élément de réponse, les scientifiques un autre, et mon propre corps aussi. Tout finit par faire un ensemble cohérent dans lequel on distingue des voies et des possibles. Je pense que c'est ça, aujourd'hui, le sens de l'exploration.

2 Pour gagner du temps, le déni tu éviteras.

Le temps est un sujet critique.

Face à la maladie, le déni, c'est du temps perdu. Alors qu'à partir du moment où on l'accepte, on peut agir. Là j'ai l'impression qu'on fait face à ce type de déni sur le climat. Tout le monde est au courant, et pourtant on continue à remettre l'action au lendemain. Je vais fréquemment au Groënland. En 2016, ça me paraissait fou d'imaginer qu'une partie de sa glace soit vouée à disparaître. En ce début 2022, j'ai dû annuler une expédition, parce que la glace n'était plus assez solide plusieurs mois avant les normales saisonnières. J'ai été scié que ce soit si réel, maintenant, tout de suite. Et pourtant, je ne pense pas avoir été particulièrement optimiste. Quand on nous dit « on verra en 2035, 2050 », c'est soit idiot, soit naïf, soit criminel. Surtout qu'avec le Covid, on s'est rendu compte que quand on veut déployer des moyens, on les trouve.

3 En ton pouvoir, tu croiras.

Quand je rencontre d'autres malades, la première chose qu'on me dit, c'est souvent : « *Moi aussi j'ai une*

sclérose en plaque, c'est pas drôle la maladie, tu fais comment ? » Et ce que je réponds, c'est que tu es bien plus fort que ce que tu penses, ou que ce qu'on te dit. C'est pareil face au changement climatique : souvent j'entends que les industriels et les gouvernements doivent agir, mais les citoyens et citoyennes aussi ont du pouvoir ! Et l'idée de mon prochain tour du monde à bord d'un avion 100% propre, alimenté à l'hydrogène, c'est justement de faire de l'*empowerment* massif.

4 Les initiatives locales, tu regarderas.

Le monde est plein de gens super, de belles choses, d'initiatives importantes. Si on ouvre les journaux, il y a de quoi flipper, surtout en ce moment, mais le monde est plein de solutions ! On a besoin d'aller les voir. On a fait de la mondialisation ce truc sordide avec des Starbucks dans toutes les villes du monde, alors que des bons cafés, il en existe partout ! C'est ça qu'on doit mettre en valeur, il faut amplifier les projets

« La santé humaine et la santé de la planète sont totalement interdépendantes, et on ne peut pas guérir dans un monde malade. »

Loïc Blaise, aviateur et explorateur



locaux qui ont du sens, même s'ils ne sont pas forcément rentables pour les actionnaires. Par exemple, il y a des lieux à la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal où les habitants ont lancé leur propre programme de reforestation fondé sur les savoirs locaux, sur la façon dont on plantait traditionnellement des arbres. Et ça marche super bien ! Il faut se demander comment font les gens chez eux, et prendre le temps de les écouter : l'humanité sait faire, c'est ça que j'ai envie de montrer.

5 Aucune trace derrière toi, tu ne laisseras.

La première chose que j'ai apprise chez les Inuits, c'est la transparence : ne pas laisser de trace derrière soi... Et je ne parle pas seulement des emballages de barres chocolatées, même si c'est un bon début. Il faut comprendre que quand on fait du mal à son environnement, on se fait du mal à soi-même. La santé humaine et la santé de la planète sont totalement interdépendantes, et on ne peut pas guérir dans un monde malade. L'habitabilité est une notion fondamentale, le fait de garder un monde vivable, pour tous et toutes. C'est bien cela que je compte montrer au travers de mon prochain tour du monde en avion 100% propre.

Loïc Blaise, sa vie, son œuvre

1977 : naissance à Puyricard, dans l'agglomération d'Aix-en-Provence.

2008 : pilote de ligne professionnel.

2011 : diagnostic de sclérose en plaque, suppression de sa licence de vol.

2014 : rencontre avec un médecin indien dont l'approche traditionnelle allie alimentation, méditation et massages.

2018 : premier tour du monde par le cercle Arctique, à bord de POLARKID, prototype d'hydravion ultraléger, avec le cosmonaute russe Valery Tokarev. Médaille de la Fédération aéronautique internationale.

2022 : tour du monde à bord d'un avion 100% propre, alimenté à l'hydrogène. ●

Ménage au sommet

À 18 ans, Marion Chayneaud-Dupuy quitte sa Dordogne natale et décide de faire ses études dans un monastère bouddhiste tibétain en Inde. Vingt ans plus tard, elle a déjà gravi trois fois l'Everest. Et elle est redescendue avec un projet: débarrasser de ses déchets la montagne la plus haute du monde. Résultat: dix tonnes d'ordures évacuées et de nouvelles pratiques mises en place. Rencontre avec celle que l'on surnomme «l'éboueuse de l'Everest».

Par Philippe Coutin, président de Pernod Ricard France, avec Ana Boyrie.

Devenir guide de haute montagne a-t-il été naturel pour vous? Pas vraiment. C'était plus de l'adaptation.

C'est ce qui me définit: je m'adapte à mon environnement naturel. En l'occurrence, la montagne, l'Himalaya – où j'habite depuis dix-huit ans. Je n'étais pas spécialement formée ni pour être guide de trekking, ni guide de montagne.

Pourtant, vous avez grandi en montagne... Oui, c'est vrai! Même si ma famille vient des Alpes – de la vallée de Chamonix – je n'ai jamais grimpé là-bas. Mais j'ai en effet grandi dans une famille de montagnards. Mon oncle et ma mère étaient d'ailleurs de très bons alpinistes.

Vous vivez à Lhassa depuis dix-huit ans, d'où vous vient cet attrait pour la culture tibétaine? C'est un appel spirituel que j'ai ressenti à l'âge de 16 ans, lors de mon premier voyage à Calcutta. Là-bas, j'ai découvert la grande souffrance de la mort, de la maladie, de la pauvreté. Le bouddhisme m'a permis d'y donner

du sens. La compassion, valeur principale du bouddhisme tibétain, est la réponse que j'attendais. Je suis donc partie faire mes études dans un monastère bouddhiste tibétain et je me suis installée dans des pays où l'environnement culturel et le mode de vie incarnaient cette valeur-là.

Selon vous, quelle est la clé pour pousser les gens à s'engager? Ce n'est peut-être pas le moment de faire de grands discours pour protéger la planète. Lors de mes opérations de sensibilisation à la gestion des déchets, je passais de camp en camp, sans succès. En revanche, quand les personnes sont directement concernées

pour leur survie ou leur quotidien, elles ont envie de s'engager pour trouver une solution et régler le problème. C'est pour ça que je travaille au niveau local avec les sherpas. Ils dépendent de la montagne et sont directement concernés!

Vous êtes la première femme européenne à avoir gravi trois fois l'Everest. Est-ce qu'être une femme a été une force ? Oui, selon moi, c'est

une force. Je ne représente pas une menace vis-à-vis des hommes pour établir un record physique. De ce fait, s'est installée assez naturellement une sorte de sympathie et d'esprit de coopération.



Et du côté des Tibétains ? Il y avait un vrai respect. Ils avaient un côté très protecteur, ils s'assuraient toujours que j'allais bien. Ils ont aussi senti que j'étais très déterminée, en voyant que j'étais capable de rester vivre si longtemps dans leur pays et d'aller si haut en altitude avec eux. Ce mélange de douceur et de détermination a nourri et porté le projet. À l'image de la montagne d'ailleurs : le mont Everest en tibétain, ça se dit

« Jomolangma », soit « déesse mère éléphant » en tibétain. La montagne est la déesse qui protège la Terre. C'est une figure féminine qui évoque la stabilité, la puissance et l'abondance. Des qualités qu'on attribue le plus souvent à la sphère féminine.

Vous racontez qu'au sommet, on retrouve beaucoup de matériel abandonné. Pourquoi les grimpeurs laissent-ils tout ça là-haut ? Il peut y avoir plusieurs raisons : des tremblements de terre, des avalanches... Et puis, il y a une partie du cerveau qu'on appelle le néocortex qui, une fois là-haut,

se désactive. On n'a plus vraiment de pensées, on ne pense qu'à grimper, on passe en mode survie.

Mais une fois redescendus, ils pourraient se dire j'ai laissé tout ce bazar là-haut ! Compliqué... Ils sont épuisés ! Il faut au moins un ou deux mois pour se remettre d'une telle expédition. Et l'ego prend tellement de place à ce moment-là ! À part parler de ses exploits et se

glorifier de ce qu'on a fait, on ne pense plus à grand-chose d'autre.

Pourtant vous, vous avez eu ce déclic au sommet ? C'est différent, j'étais sous oxygène lors de cette expédition. Et surtout, je suis montée au sommet pour poser un diagnostic environnemental, évaluer le nombre de tonnes de déchets sur place et me rendre compte de ce qui se passait dans la « dead zone ».

Qu'est-ce que cette « zone de la mort » ? C'est une zone au-delà de 8000 mètres, où l'oxygène se raréfie tellement qu'il y a un vrai risque d'y laisser sa peau. C'est la zone du dépassement de soi, où gisent du matériel et plus de cadavres que d'alpinistes vivants : environ 200 cadavres qui pèsent deux fois leur poids une fois congelés... Pour vous donner une idée, un alpiniste pèse entre 70 et 80 kilos environ. On doit donc redescendre d'une main 150 kilos qui s'accrochent au rocher avec les doudounes...

Alors comment procédez-vous ? Pour nettoyer cette zone, depuis 2016, nous faisons une grande expédition annuelle, Clean Everest - elle est aujourd'hui prise en charge par le gouvernement chinois. Nous faisons appel à des professionnels qui sont rémunérés, les sherpas népalais ou tibétains, qui vont spécialement là-haut avec des bouteilles d'oxygène. Pour chaque kilo redescendu, ils reçoivent une prime en dollars. Une opération qu'on a baptisée « Cash for trash ».

Pour rémunérer les sherpas, passez-vous par des levées de fonds ou par une cotisation lors des expéditions ?

Il y a eu plusieurs essais. Ça n'a pas été facile au départ. J'ai dû faire quelques levées de fonds avec des financements extérieurs pour lancer et amorcer l'initiative. Ensuite, on a fixé une caution à 5 000 dollars, mais elle s'est avérée trop dérisoire pour les chefs d'expédition.

Ça ne les dérangeait aucunement de ne pas la récupérer. Finalement, afin de respecter la charte écologique de protection des montagnes, Clean Mountain, que nous avons créée, on a mis en place une taxe environnementale de 1 500 dollars par personne. Chaque alpiniste doit la payer, et si les agences ne la respectent pas, elles peuvent être interdites d'expédition. Il y a aussi eu des aides gouvernementales qui ont permis de stabiliser le projet. Sans oublier les partenariats comme celui avec un guide de montagne tibétain qui a publié un livre de photos prises au sommet de l'Everest. Toutes les recettes sont reversées à l'opération.

Quelles sont les autres mesures mises en place ?

Toujours dans le cadre de la charte de protection environnementale des montagnes, pour chaque expédition, la propreté des camps est contrôlée après la fin des expéditions. Le nombre de kilos montés dans les camps en altitude, puis le nombre de kilos redescendus sont vérifiés. Si ces mesures ne sont pas respectées, le tour opérateur risque le retrait de permis d'ascension dès l'année suivante. Enfin, en moindre altitude, des zones de dépôt des déchets ont été créées pour permettre aux expéditions de déposer leurs ordures au fur et à mesure. Toute cette infrastructure et cette logistique sont désormais gérées et financées par le gouvernement local et le gouvernement chinois depuis 2018.

Pensez-vous que les futures expéditions vont être moins lourdes ?

C'est une question assez technique qui doit répondre à certains équilibres. Nous pouvons sensibiliser en amont les agences d'expédition internationales : qu'est-ce qui leur est indispensable ? Quelles sont les exigences de confort ? Par exemple l'épaisseur du matelas... Mais notre marge de manœuvre est assez limitée, car dans ce type d'expédition, on ne peut pas réduire tant que ça le matériel.



Pour deux mois passés là-haut, il faut beaucoup de nourriture, d'équipements, des boîtes de pharmacie complètes, du matériel de communication...

Et quand on est au sommet de l'Everest, à quoi pense-t-on ?

Si l'on suit attentivement l'entraînement des Bouddhistes, l'objectif est justement de ne pas trop saisir les pensées qui nous traversent. Il y en a certainement, mais je ne les saisis pas. C'est un grand vide lumineux. Je laisse mon esprit se fondre dans ce vide. Mais je me souviens d'une fois où je me suis retrouvée

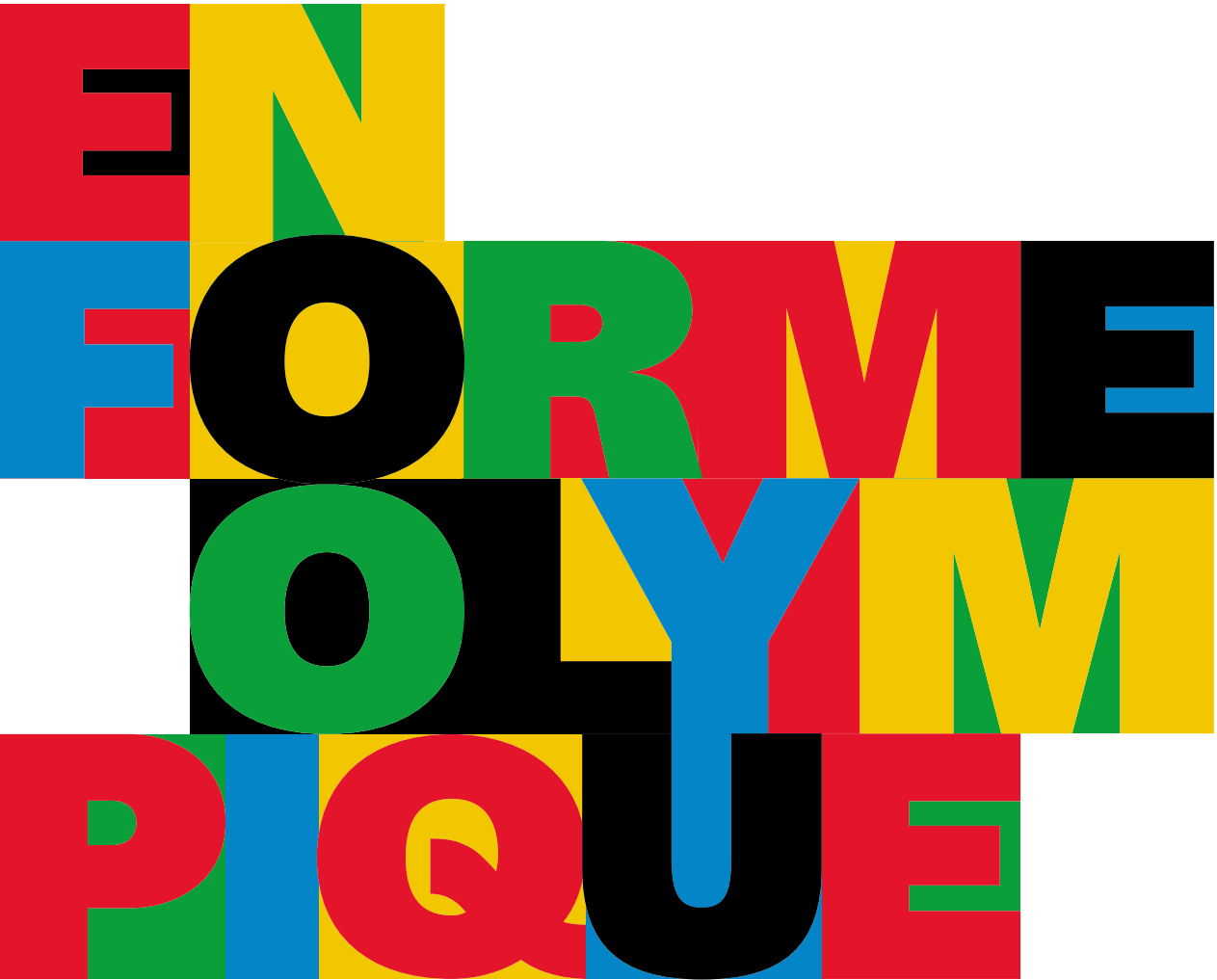
dans une avalanche, avec la mort en face. Là, des pensées me sont apparues...

Vous avez eu l'impression d'oser votre vie ?

Oser, c'est une question centrale. À un moment donné, il y a des barrières que l'on s'impose, des peurs. Les voir et les traverser nous permet de devenir complètement acteur de nos vies. Je ne vois pas d'autres voies que celle d'oser.

Un nouveau défi ? Oui, mon plus grand défi dans cette vie maintenant, c'est de m'ouvrir aux autres. De rester en lien. ♣





Entre le Covid, la guerre en Ukraine et les épisodes climatiques intenses, les Jeux olympiques de Paris 2024 ouvrent une perspective de rêve et de grand spectacle. Comment sont-ils pensés ? Seront-ils utiles ou futiles ? Quelles seront leurs conséquences ? Qu'en restera-t-il ? Tony Estanguet, président de Paris 2024, déballe.

Par Jean Hornain, directeur général de Citeo, avec Anton Stolper.

Accueillir la planète, vendre 13 millions de billets, organiser 878 épreuves, tout en étant durable... N'est-ce pas un peu trop ambitieux ? Je pense justement que le premier écueil, ce serait un manque d'ambition ! Si on est parfois découragés, il faut trouver des ressources auxquelles nous n'avions pas forcément pensé, car c'est dans ces moments-là qu'on est le plus créatif, le plus pratique et le moins théorique. C'est comme ça qu'on peut trouver des solutions et combiner ce qui peut être parfois contradictoire. Je crois vraiment que les JO peuvent être à la fois très spectaculaires et très durables, ces deux moteurs-là en feront un succès.

« NOUS AVONS ESSAYÉ DE TROUVER LE MEILLEUR ÉQUILIBRE POSSIBLE ENTRE DES JEUX SPECTACULAIRES QUI FONT RÊVER, ET DES JEUX QUI ONT DU SENS, SANS OPPOSER LES DEUX. »

Tony Estanguet, président de Paris 2024

Est-ce que les athlètes sont prêts à porter le projet écologique, à être des « vecteurs de responsabilité » ? Souvent, les athlètes n'osent pas trop prendre parti, parce qu'ils ne se sentent pas complètement légitimes. Pourtant cela les intéresse beaucoup. On va avoir

besoin de leurs voix, car ils sont les meilleurs porte-paroles pour s'adresser au grand public et on va les accompagner. J'ai eu Nikola Karabatic au téléphone hier et il me racontait qu'il avait rencontré Georgina Grenon, la directrice de l'excellence environnementale de Paris 2024. Il me disait : « *Elle est incroyable ! Ça m'a donné la pêche de me rendre compte que ce que je fais est bien !* » Et j'ai moi-même aussi parfois douté de ma légitimité. Au début, j'avais l'impression qu'en dehors de mon canoë, je ne savais rien faire d'autre, même si le sport de haut niveau est une incroyable école de vie. Je suis donc allé me former ailleurs, j'ai fait un cursus à l'ESSEC. Et petit à petit, on m'a donné ma chance, j'ai pu apprendre, entouré de gens compétents.

Vous avez participé à quatre Olympiades, quelles sont celles qui vous ont le plus inspiré ? Nous nous sommes très vite rendu compte que nous étions plutôt inspirés par le modèle de Londres en 2012. Mais on ne veut pas faire les Jeux de Londres à Paris ! Nous allons faire bouger les lignes et être en rupture avec les modèles passés. Par exemple, nous construirons dix fois moins d'équipements à Paris qu'à Londres. On va réussir ces Jeux si on arrive à bien utiliser les points forts de la France, et il y en a beaucoup. Par exemple, du point de vue purement sportif, il y a beaucoup de grands événements récurrents organisés chez nous qui permettent d'avoir une véritable expertise en matière d'organisation. Et puis, il y a les atouts culturels et inspirants de la France, vers lesquels il faut se tourner pour renforcer les liens avec la population et sortir de la bulle purement sportive.

La jeune génération est plus radicale dans sa mobilisation pour les grandes causes. Comment les JO peuvent faire écho à cette « génération 2024 » ? Les jeunes aujourd'hui réclament des engagements

forts et du sens, et on se doit d'être à la hauteur. La société n'est plus la même qu'il y a vingt ou quarante ans. Par exemple, on va avoir les premiers JO paritaires de l'histoire, avec le même nombre d'hommes et de femmes au départ des compétitions. Avant, il était normal de mettre à profit les Jeux pour aménager le territoire et profiter d'investissements massifs et de nouvelles infrastructures. Aujourd'hui, on fait différemment. À nous de démontrer que les Jeux n'ont pas besoin d'investissement public. Et s'il doit y en avoir dans certaines infrastructures, il faut que cela corresponde à un besoin pour la population, pas pour les Jeux : par exemple des logements en Seine-Saint-Denis qui sont en construction et que nous louerons le temps de la compétition. Si les gens ont tendance aujourd'hui à faire plus facilement part de leur désaccord, ils s'engagent aussi davantage quand quelque chose a du sens. Aujourd'hui 80% des Français soutiennent l'organisation des JO dans l'Hexagone, et c'est parce que notre modèle est différent de ce qui se faisait avant.

Et que se passera-t-il au lendemain des JO ? Le comité d'organisation sera dissous en octobre 2024. Ça veut dire que si on veut s'assurer que les JO aient un héritage, il faut que la démonstration en soit faite avant et pendant les Jeux. On a pris de l'avance parce qu'on sait que les douze derniers mois du comité d'organisation sont centrés sur la réalité opérationnelle. On parle de 878 épreuves, plus de 13 millions de billets, 20000 journalistes, c'est un événement complexe à organiser ! Mais on ne lâchera pas le morceau. On a mis beaucoup de moyens financiers et humains pour enclencher une dynamique, en espérant qu'à partir de 2023 ou de 2024, d'autres acteurs prennent le relais et fassent en sorte que l'esprit et les ambitions perdurent. ●

Master cheffe



Femme
orchestre :
c'est sans doute
ce que pourrait écrire
Barbara Hannigan sur son badge,
si elle était invitée à un colloque international.
Non contente d'être une chanteuse lyrique de renommée
mondiale, la Canadienne exerce aussi la profession de
chef d'orchestre, cumulant aujourd'hui quatre-vingt-cinq créations
et un Grammy Award. Un monde longtemps clos, dont elle n'hésite
pas à ouvrir grand les portes. Portrait en musique.

Par Caroline Guillaumin, directrice des ressources humaines
et de la communication à la Société Générale, avec Romain Salas.

C'est

chez elle, au-dessus d'une ancienne résidence d'artiste reconvertie en studios photo, que Barbara Hannigan nous accueille. Affable malgré un *jet lag* persistant, la musicienne prépare un thé vert, un réflexe pavlovien pour celle dont la voix doit rester claire en toutes circonstances. C'est installé confortablement dans des canapés bariolés, avec vue sur un magnifique piano à queue, que nous écoutons Barbara raconter sa rencontre avec la musique classique, lors d'une enfance passée dans un petit village non loin de Halifax, sur le flanc maritime de la Nouvelle-Écosse canadienne. «*Nous n'avons jamais eu de musicien professionnel dans la famille. En revanche, on avait un piano chez ma grande-tante. C'est ma mère qui jouait et souvent, nous chantions avec elle. On aimait ça, on participait même à des compétitions locales*», se remémore Barbara, acquise aux instruments à clavier depuis l'adolescence. Un tropisme pour la musique instrumentale assez répandu dans la région. «*En Nouvelle-Écosse, il y avait de grandes chances pour qu'une famille de classe moyenne ait un piano quelque part.*» Cette réalité culturelle, mais aussi économique, a sans doute à voir avec le fait que l'industrie de fabrication de piano ait été florissante dans le pays au début du XIX^e siècle. «*Cela dit, on n'écoutait pas beaucoup de musique classique, plutôt de la country à la John Denver*», glisse la soprano avec malice. Avec une famille sensible à la musique dans toute sa diversité, Barbara n'a pas eu de mal à convaincre ses parents de lui faire donner des leçons. «*À peu près tout le monde dans ma famille a voulu devenir musicien. Mes parents n'ont donc pas rechigné à m'offrir des cours de chant et de piano.*»

Formée par deux enseignantes, Barbara réalise que les femmes qui lui apprennent la musique n'ont plus vraiment de place une fois que l'orchestre commence à jouer.

«*Ça ne m'a pas découragée. D'ailleurs, quand j'ai réalisé que seul le chanteur d'opéra était face au public, j'ai tout de suite voulu devenir chanteuse classique.*» Barbara décroche un master à l'université de Toronto et passe par différentes écoles d'art avant de se rendre au prestigieux Conservatoire royal de La Haye. Soprano, elle se spécialise dans la musique contemporaine, avec une sensibilité certaine pour l'opéra. La chanteuse lyrique participe à des dizaines de créations aux côtés de compositeurs de haute volée comme Pierre Boulez et Henri Dutilleul. Assez vite, le prodige de la Nouvelle-Écosse se démarque : sa voix, sa présence sur scène et la façon dont elle fait transparaître ses émotions sont tout bonnement spectaculaires. Des qualités soulignées par de nombreux critiques qui notent sa sensibilité dramatique toute particulière. «*Un jour, il y a une dizaine d'années, après un concert, l'un des managers de l'orchestre de Radio France vient me voir et me dit que ma gestuelle sur scène me fait chanter comme dirigerait un chef d'orchestre. Et il n'était pas le premier à me le dire. Ma carrière de chanteuse avait commencé à 20 ans, mais c'est seulement à 38 que l'idée de diriger un orchestre m'a traversé l'esprit. Et elle ne venait pas de moi.*»

Un Grammy Award en 2018

Il faut dire qu'alors, les femmes chefs d'orchestre étaient encore peu nombreuses. «*Quand j'ai obtenu ce double rôle, au début, je me limitais à chanter, je ne dirigeais presque pas. Je ne le faisais que dans certaines salles, et puis le bouche-à-oreille a fonctionné. C'est vraiment au fil du temps que j'ai su assumer mon rôle*», relate Barbara qui, encore aujourd'hui, est l'une des rares femmes à cumuler les rôles de chanteuse lyrique et de chef d'orchestre. Pas de quoi piquer l'ego de ses confrères. «*J'ai été bien accueillie par mes collègues masculins. Ils savaient que j'étais une très bonne musicienne, ils me respectaient. Mon arrivée s'est produite avant les débats sur le genre. En fait, ça m'a aidée*», estime la musicienne avec

du recul. Aujourd'hui, alors que de plus en plus de femmes dirigent des orchestres, Barbara s'interroge sur le rôle des médias et des femmes. «*Les femmes chefs d'orchestre ne doivent pas être considérées comme une catégorie à part. Les journalistes doivent nous comparer sur la base de la technique, de la qualité, du choix de la musique, pas sur le genre. J'espère que les femmes chefs d'orchestre se sentiront libres et se soutiendront, plutôt que de se nuire. Pour ma part, j'ai décidé d'être libre dans mes gestes et mes déplacements*», affirme sereinement cette ambidextre des orchestres philharmoniques. Son disque *Crazy Girl Crazy*, dont elle chante les paroles et dirige l'orchestre, a gagné un prestigieux Grammy Award en 2018. De quoi récompenser l'audace de cette pionnière.

Mais Barbara ne s'est pas arrêtée là. La même année, elle a créé Equilibrium, un mentorat pour de jeunes musiciens. Et l'initiative a pris d'autant plus d'importance avec la pandémie. «*J'espère que le programme a pu en aider certains à tenir pendant ces deux ans de confinement. Mais de nombreux musiciens de talent ont quitté le milieu à cause de la pandémie. C'était déjà dur avant, mais la précarité et l'isolement ont rendu la situation insupportable.*» Pourtant, la crise sanitaire semble aussi avoir eu des conséquences positives sur la façon dont le monde de la musique classique fonctionne. Par exemple, alors qu'il fallait un an et demi environ pour programmer un spectacle de musique classique auparavant, la pandémie a considérablement accéléré le processus. «*J'ai adoré, ça nous a rappelé qu'on était là pour jouer avant toute autre chose.*» Une fraîcheur qui donne aujourd'hui à Barbara des ambitions renouvelées. «*J'aimerais réaliser une production d'opéra complète, de l'écriture au recrutement, du décor à la musique. Être présente pendant toute la durée du processus de fabrication.*» Encore un rôle traditionnellement réservé aux hommes que cette virtuose endossera probablement sans peine. ●

Au fil de /

Quel est le point commun entre la mer et la mode? Réponse: toutes deux figurent sur le CV de Rawaa Ammar. L'ingénieure a passé plusieurs années à étudier la chimie des océans, avant d'intégrer Resortecs, une entreprise belge ayant mis au point un fil résorbable à haute température, pour mieux recycler ou upcycler les vêtements. Le tout avec pour idées directrices, la protection de l'environnement et l'envie de secouer le cocotier. Portrait triple fil.

Par Marie-Claire Daveu, Chief Sustainability and Institutional Affairs Officer chez Kering, avec Anaïs Renevier.

Une vallée montagneuse s'étend à perte de vue. Au pied de ces sommets ocres : quelques pins, des champs et des maisons traditionnelles de briques aux toits rouges. Dans la vallée de la Bekaa au Liban, le temps semble toujours tourner au ralenti. Sous la brise fraîche du printemps, les journées sont rythmées par le son des clochers – ou des muezzins, selon les villages. Ce paysage, c'est la première chose que Rawaa Ammar voit en se levant. Elle a fait de ce geste sa routine matinale : dès son réveil, où qu'elle soit, elle regarde par la fenêtre. Lors de l'appel visio, l'ingénieure se fait un plaisir de partager cette vue en tournant sa caméra brièvement, quelques secondes à peine. Elle répond à l'interview dans son village d'origine Yanta, perché à 1600 mètres sur une montagne libanaise, et où elle rend visite à sa famille pour des vacances. C'est ici, dans ce cadre idyllique, que sa vocation s'est très tôt dessinée. Entourée de nature, de montagnes et des champs de ses grands-parents agriculteurs, la jeune Libanaise s'engage chez les scouts dès son enfance et se passionne pour l'environnement. « *Le Liban est un pays qui a beaucoup d'eau, mais on ne fait rien pour l'économiser. Ça m'a beaucoup frustrée quand j'étais jeune* », raconte-t-elle. Plus elle grandit, plus elle veut comprendre ce qui l'entoure et quel est l'impact de l'exploitation des terres, de l'agriculture et de l'industrie sur les nappes phréatiques. Alors, elle y consacre ses études : d'abord en biologie, avant de se tourner vers un master en chimie de l'eau, puis de s'intéresser les années suivantes à « *la relation entre l'océan et l'atmosphère, et à la façon dont l'océan pourrait absorber plus*

de CO₂ », résume-t-elle. Son post-doctorat la mène à Paris et en Belgique où elle vit aujourd'hui.

Mesurer l'impact d'un vêtement sur l'environnement

Bardée de diplômes, l'ingénieure, âgée de 34 ans aujourd'hui, fait un grand saut en 2019 et quitte le milieu universitaire pour travailler dans une entreprise privée, l'un des seuls moyens selon elle « *d'avoir un impact concret sur l'environnement* ». Exit le monde des océans, elle rejoint celui de la mode, le grand saut est donc aussi un grand écart : « *Ça faisait sens pour moi de travailler dans l'industrie de la mode. J'ai été choquée quand j'ai appris à quel point cette industrie était polluante! Quand on pense pollution, on associe ça à l'industrie automobile, au transport, à l'agriculture... Mais la mode est l'un des cinq secteurs les plus polluants au monde!* » Un argument suffisant pour qu'elle y consacre son énergie et son talent. Elle accepte le poste de responsable impact et durabilité pour l'entreprise Resortecs. Sa mission ? Analyser le cycle de vie d'un vêtement, c'est-à-dire son impact environnemental tout au long de sa vie, du champ de coton à son recyclage. Et réduire ce coût écologique grâce à la technologie inventée par Resortecs : l'entreprise a conçu un fil de couture qui fond lorsqu'on le passe à très haute température. Objectif : éviter de devoir découdre les vêtements à la main – une opération beaucoup trop chronophage – et récupérer facilement toutes les parties des vêtements : boutons, fermetures Éclair, tissus, pour les recycler ou les upcycler. Ce processus, Rawaa Ammar aime le décrire avec

eau

une image:
« Quand

on donne des Lego à un enfant, il va construire quelque chose, et la fois d'après, il aura juste à séparer les pièces pour reconstruire quelque chose de nouveau, à partir des mêmes Lego. C'est ce qu'on fait chez Resortecs. » Ce qui prouve bien que parfois, limiter les pratiques polluantes dans l'industrie de la mode ne tient qu'à un fil.

Au fan-club de Marie Curie

Et dans ce domaine, Rawaa Ammar ne se laisse pas berner, ni détourner de son objectif. Souriante et chaleureuse, elle est en même temps exigeante et précise sur les données qu'elle compile, pour être la plus didactique possible: « Les gens aiment avoir des réponses. D'où vient le vaccin? D'où vient ce fruit posé sur ma table? D'où vient ce vêtement? On les aide à s'interroger: si le vêtement est présenté comme recyclé, quel pourcentage est recyclé? Comment a-t-il été recyclé? » Elle détaille ces chiffres aux clients de Resortecs, mais aussi au grand public lors de conférences ou d'ateliers – et même devant la Commission européenne – avec l'espoir de faire bouger les choses et surtout, les lois. L'ingénieure ne se présente pas comme une militante, mais par la force de ses engagements au quotidien, elle l'est bel et bien. Fan de Marie Curie, elle a été « époustouflée » il y a quelques années par une conférence organisée à Paris par la petite-fille de la double nobélisée. Et comme son modèle, elle a dû faire face à plusieurs défis pour suivre sa voie: « Je suis libanaise, je viens d'un pays où l'égalité des genres n'est pas vraiment un sujet de préoccupation constant. Le fait que j'étudie les sciences, puis que j'aie étudié à l'étranger, a été un choc culturel pour ma famille. Poursuivre mon rêve a été un défi. » Elle n'a jamais coupé les liens avec son pays d'origine et a continué à y donner

des cours pour soutenir de jeunes étudiantes. « C'est important pour moi, je parle leur langue et par là, je ne veux pas seulement dire le libanais: je comprends ce qu'elles ressentent, quand elles sont assises sur les bancs de l'université et qu'elles se demandent: et après? » Elle a épaulé plusieurs de ses élèves – toutes des filles – dans leurs démarches pour venir étudier en France et est active en Belgique dans des programmes de leadership de femmes. Récemment et à son grand regret, Rawaa Ammar a dû arrêter d'enseigner à l'Université Libanaise, faute de temps. Elle a un planning bien rempli dans sa vie personnelle, mais c'est surtout « pour la planète » que le temps manque, s'alarme-t-elle. « Les choses ne changent pas suffisamment rapidement. On a besoin d'une solution, maintenant! » Les solutions, elle en imagine dans des endroits parfois inattendus: l'ingénieure rêve de pouvoir un jour appliquer son champ de recherche universitaire, les océans, à l'industrie textile. Pourquoi pas en s'inspirant des phytoplanctons, des « organismes fascinants », pour recréer des ressources durables. Rawaa Ammar est aussi pragmatique qu'optimiste. Chaque matin, lorsqu'elle regarde par la fenêtre, « même à Bruxelles quand il fait gris », elle ne peut pas s'empêcher d'être heureuse: « C'est un jour nouveau, il y a donc de l'espoir. » ●



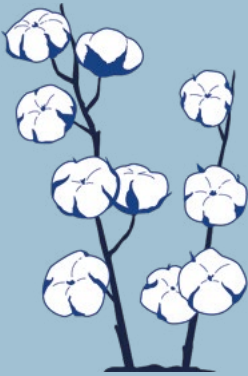
Le blue-jean, pas vraiment green

Démocratisé dans les années 20 aux États-Unis auprès des classes populaires, le jean est aujourd'hui l'un des vêtements les plus portés au monde : il s'en vend 2,3 milliards chaque année.

Et ce, à tous les prix. Et sur le plan environnemental, combien coûte-t-il ? Voici l'addition.

Par Anaïs Renevier. Illustrations : Simon Deburck pour *Makers' Stories*.

1 CULTURE ET RÉCOLTE DU COTON



Les champs de coton absorbent **25% des pesticides utilisés dans le monde**. Pour arroser le coton nécessaire à la fabrication d'un seul jean, au moins **3700 litres d'eau** sont nécessaires (l'équivalent de 92 douches, soit 3 mois de lavage environ) et jusqu'à 10000 litres.

2 TEINTURE DU TISSU

Plus de **40 000 tonnes d'indigo synthétique** sont utilisées chaque année pour teinter le jean en bleu. La production d'un kilo d'indigo nécessite 100 kilos de pétrole, 9 kilos de solvant et 1000 litres d'eau.



3 TISSAGE, ASSEMBLAGE ET VENTE

Tout au long de sa production et lors de sa vente, le jean parcourra jusqu'à **65 000 kilomètres** – soit une fois et demie la circonférence de la terre ou 10 allers-retours entre Paris et New York.



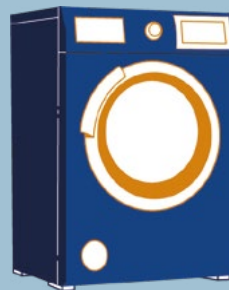
BILAN CARBONE TOTAL D'UN JEAN

Au total, le bilan carbone d'un jean est, en moyenne, de **30 kilos de CO₂** – soit environ 155 kilomètres en voiture, le parcours emprunté par Emmanuel Macron pour aller de l'Élysée à Amiens, sa ville natale.



4 ENTRETIEN

Le jean a une durée de vie de **4 ans** en moyenne. Un lavage une fois par semaine pendant 4 ans nécessite **10 000 litres d'eau**, des détergents et de l'électricité.



CONCLUSION

Faites durer votre jean le plus longtemps possible, pour cela, n'hésitez pas à le rapiécer, ce qui fera tout son charme. Et ne le lavez pas trop souvent. Le signal de la machine à laver ? Lorsqu'il tient debout tout seul et tente de s'enfuir.

Memory rebat les cartes



À 13 ans, Memory Banda décide de se rebeller contre deux traditions ancestrales du Malawi : les mariages forcés de mineures et les camps d'initiation, lieux de violences sexuelles pour les jeunes adolescentes. À 19 ans, elle réussit à faire changer la loi de son pays, puis sa Constitution. Âgée de 25 ans aujourd'hui, à la tête de sa fondation féministe, l'activiste ne compte pas s'arrêter en si bon chemin.

Par Nicolas Froissard, porte-parole et codirigeant du GROUPE SOS, avec Amélia Morghadi.

Illustration : Camille Girard pour *Makers' Stories*.

Rien ne destinait Memory Banda à devenir la figure de proue de la lutte contre le mariage des mineures à travers le monde. La jeune fille, âgée de 25 ans aujourd'hui, grandit au sud du Malawi, pays du sud-est de l'Afrique, entourée de sa mère et de sa petite sœur. À la mort de son mari, la mère de Memory travaille jour et nuit pour subvenir aux besoins de ses filles. *« J'ai vécu dans un petit village, dans un environnement modeste, c'était parfois difficile de trouver suffisamment de nourriture, confie Memory. Mais je ne m'en inquiétais pas, j'ai eu une enfance heureuse, malgré les difficultés que nous devions affronter. »* Dès qu'elle le peut, la jeune fille va à l'école. Et elle adore ça. *« J'étais une enfant curieuse et j'étais ravie d'apprendre, de pouvoir progresser. »* Un moyen pour elle d'espérer un jour changer la situation de sa famille. À 10 ans, c'est le choc. *« J'ai vu beaucoup de camarades de classe arrêter l'école parce qu'elles tombaient enceintes ou parce qu'elles allaient se marier »,* se souvient-elle. Si la situation interpelle Memory, elle sait aussi que c'est le cours normal des choses : on a toujours

fait comme ça. Mais quand sa sœur de 11 ans, d'un an et demi sa cadette, revient enceinte du camp d'initiation, elle prend définitivement conscience de l'aberration de la situation. *« Quand ma sœur a dû se marier à l'homme qui l'avait mise enceinte, j'ai décidé que ça ne m'arriverait pas. »*

Les camps d'initiation ? La pratique n'existe que dans la partie sud du Malawi. À la puberté – à l'âge des premières règles pour les filles –, filles et garçons doivent, chacun de leur côté, se soumettre à un rite de passage pendant lequel ils apprennent à « devenir adultes ». Soit un séjour loin de leurs parents, parfois présenté comme des vacances et qui, en réalité, est une initiation sexuelle forcée. *« On passe généralement entre huit et dix jours dans ces camps d'initiation. Le but est de vous apprendre à être une épouse, à satisfaire sexuellement un homme »,* décrit Memory Banda. La pratique est d'autant plus choquante que certaines fillettes sont parfois âgées d'à peine 9 ans. Mais certains camps vont plus loin dans l'horreur. *« Dans plusieurs villages, la communauté rémunère un homme pour qu'il viole les filles. Beaucoup se retrouvent enceintes et doivent alors se marier. »* Memory refuse de se rendre au camp

d'initiation. Sa mère, originaire du nord du pays, la comprend et la soutient. La jeune fille décide alors de dénoncer les mariages d'enfants, nombreux au sein de sa communauté et plus généralement à l'échelle du pays, où selon l'Unicef, 46% des filles sont mariées avant leurs 18 ans. Et elle commence à organiser la résistance. *« J'ai lancé une forme de club où on était quarante jeunes filles. On parlait de la façon dont on pouvait agir pour faire évoluer les choses. »* Chacune raconte ce qu'elle a vécu dans ces camps, son rapport au mariage, et ses idées pour faire changer les mentalités.

« I will marry when I want »

Une démarche compliquée dans cette communauté très attachée à ses traditions. Seule face aux hommes en place, Memory tient la barre. *« Il y a eu des réprobations, on m'a regardée de travers, parfois j'ai subi des intimidations. Pour beaucoup de villageois, on s'attaquait à leur culture, à leur identité... Mais j'ai vite été très entourée et les choses en sont restées là. »* En effet, son « club » commence à fédérer des soutiens. *« Dès le début, ma mère nous soutenait, puis une femme qui faisait partie des leaders de la communauté nous a rejointes. Je pense que le fait que ce soit une femme a beaucoup joué, elle comprenait notre vécu »,* analyse-t-elle. C'est ensuite au tour des ONG de se joindre à la bataille et de traduire, par des actions concrètes, l'émulation créée par Memory. Girls empowerment network Malawi fait partie des premières organisations à rejoindre le combat. *« Ils nous ont permis de comprendre que ce que subissaient les jeunes filles ici, était ni plus ni moins qu'une violation du droit international. Ce que nous ignorions. »* Tout en poursuivant ses études, la jeune femme continue de fédérer autour de la cause qui l'anime. Grâce

à sa médiatisation, le combat se poursuit ensuite dans l'ensemble des villages concernés, principalement au sud du pays, notamment grâce à la campagne *« I will marry when I want »* (je me marierai quand je le voudrai). Memory Banda rencontre des chefs de communauté, des politiques et des responsables de tout bord, pour leur exposer les problèmes causés par les mariages forcés et les violences sexuelles sur des jeunes filles. En quelques mois, l'affaire prend une tournure nationale,

« Quand ma sœur de 11 ans a dû se marier à l'homme qui l'avait mise enceinte, j'ai décidé que ça ne m'arriverait pas. »

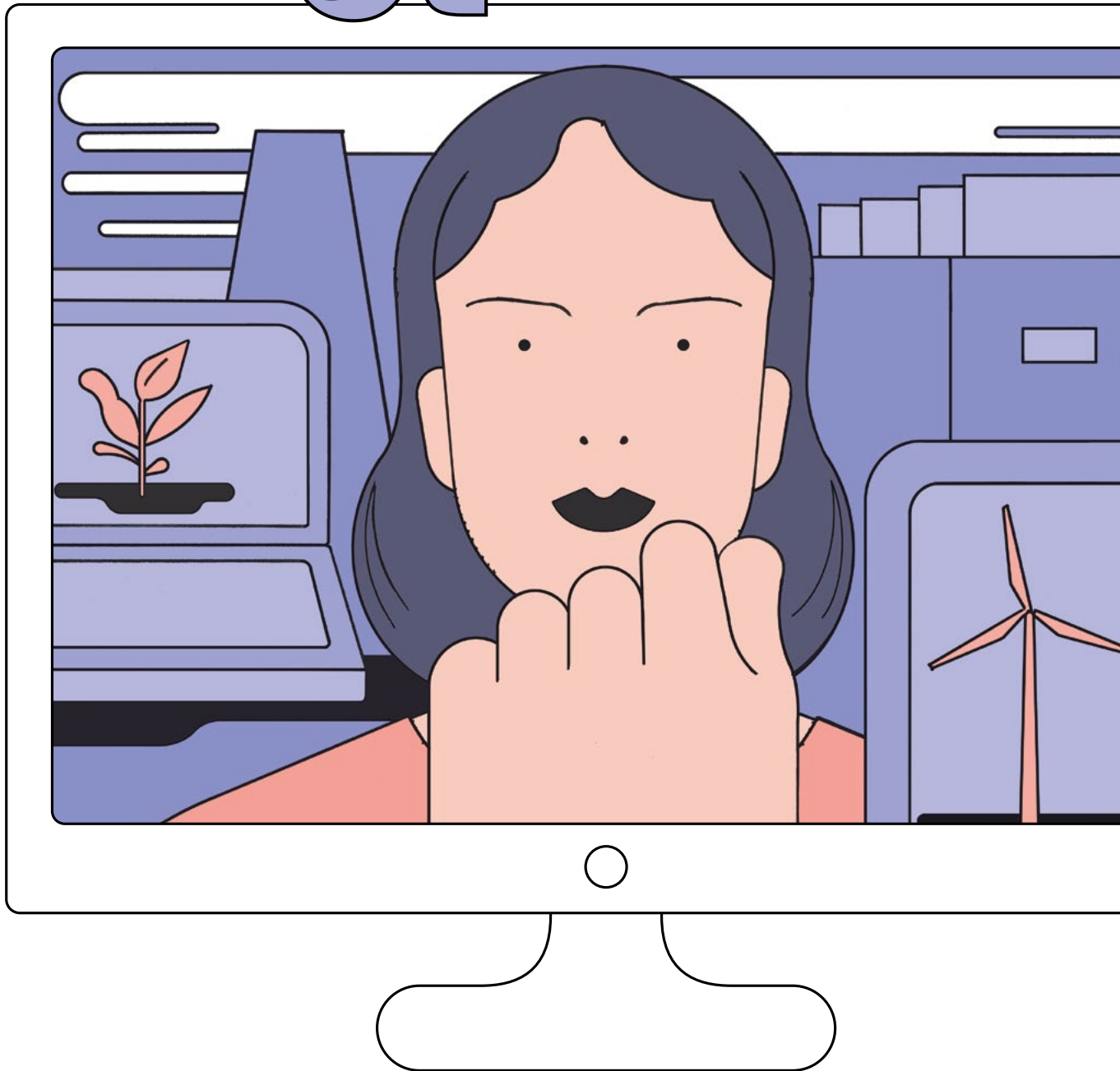
Memory Banda, activiste

puis obtient le soutien de parlementaires et de plus en plus d'ONG. En 2015, ces efforts aboutissent à la modification de la loi, qui interdit désormais les camps d'initiation et les mariages avant l'âge de 18 ans. Deux ans plus tard, un article contradictoire de la Constitution qui permettait aux parents d'adolescentes de 15 à 18 ans de consentir à un mariage à leur place, est définitivement supprimé. La communauté dans laquelle vit Memory

a été la première dans le pays à mettre fin à ces pratiques. Mais si la loi est changée, les mentalités, elles, mettent du temps à évoluer et des communautés reculées du Sud tentent de faire perdurer ces traditions d'un autre âge, mettant encore en danger des centaines de jeunes filles chaque année.

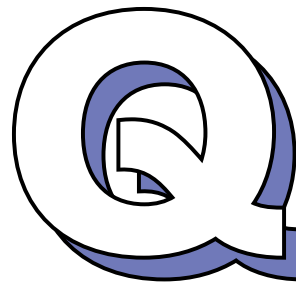
Face à ces enjeux, Memory a alors décidé de créer la Foundation for Girls leadership, une organisation dont l'objectif est que *« chaque jeune fille reçoive une éducation et grandisse dans un environnement sans violence ou inégalités »*. La fondation œuvre pour faire respecter la loi sur l'interdiction des mariages, mais aussi pour continuer à faire évoluer la législation de façon favorable aux femmes. La fondation développe également des programmes de formation et d'empowerment pour permettre aux jeunes filles de devenir des *leaders* dans leur communauté et dans leur pays. À 25 ans, Memory Banda incarne aujourd'hui une révolution, celle qui s'oppose aux mariages des enfants et milite pour les droits des jeunes filles en Afrique et au-delà. Elle donne des conférences, répond à de nombreuses interviews, et est l'héroïne de documentaires comme *Bigger than us*, qui met en scène des jeunes activistes à travers le monde. Les prochaines années de la jeune femme sont toutes tracées : elle va continuer ses combats. *« J'ai la chance incroyable de pouvoir parler pour les filles de mon pays et d'ailleurs. Grâce à cette médiatisation, je rencontre d'autres militantes, ça donne de la force, car il reste beaucoup à faire. »* Pour elle, plus il y aura de monde à ses côtés, plus les mentalités évolueront. *« Il y a aussi des hommes qui participent, c'est important de transmettre l'idée d'une masculinité positive et de faire comprendre que la lutte pour une égalité des genres n'est pas une compétition entre les hommes et les femmes. Tout le monde doit agir. »* ●

Data



Son dada, c'est la data. Plus exactement la data au service de l'intérêt général. En parallèle de son poste de data analyste chez Carbon4 Finance, Lou Welgryn préside à 27 ans Data For Good, un réseau de *data scientists* bénévoles. Leur mission : utiliser leur savoir-faire technique pour décupler l'impact de projets sociaux et environnementaux. Et ce, en matière de feux de forêt comme de sexisme dans le cinéma.

Par Albert Asseraf, directeur général communication et nouveaux usages de JCDecaux SA, avec Hélène Brunet-Rivaillon. Illustration : Nadia Hafid pour *Makers' Stories*.



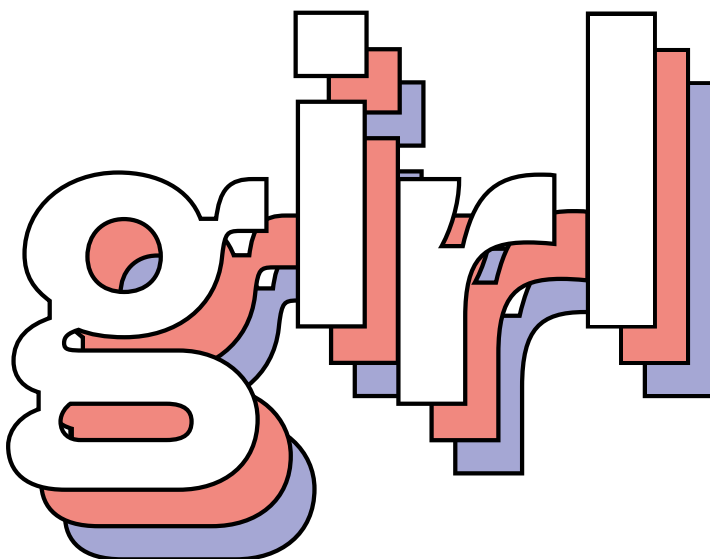
quel parcours vous a menée à présider Data For Good ?

J'ai suivi le master Innovation et entrepreneuriat social à l'ESSEC, et j'ai travaillé dans des structures de l'économie sociale et solidaire. J'ai constaté que ces entreprises, qui ont un impact énorme, manquent souvent de compétences techniques pour pouvoir encore l'augmenter. Comme j'étais aussi titulaire d'un master en analyses de données, j'ai eu envie de mettre la data et la technique au service d'initiatives, entreprises ou ONG qui œuvrent pour l'intérêt général, je voulais faire le lien entre la data et l'impact (*les entreprises possédant plusieurs objectifs sociaux et environnementaux, ndlr*). Et c'est justement l'objectif de l'association Data For Good.

Comment est-ce que ça marche ? Qui fournit les données à quel type de structures ?

Nous regroupons une communauté de plus de 2 500 experts bénévoles dans les domaines de la data, du développement, du produit, etc. Ces derniers donnent de leur temps pour accompagner des projets à impacts sociaux et environnementaux qui manquent de ressources financières ou techniques afin de développer des outils destinés à décupler leur impact. L'association Data For Good réalise des *matchings* entre les experts et les porteurs de projets.

Dans quel cadre sont établies ces mises en relation ? Deux fois par an, nous organisons des saisons d'accélération qui se déroulent sur trois



mois. Nous identifions une dizaine de porteurs de projets d'intérêt général ayant des problématiques à résoudre et nous les aidons à mieux comprendre leurs besoins ou à isoler un aspect précis du projet. Puis nous désignons des experts techniques pour les accompagner. Ces derniers s'engagent à donner entre huit et douze heures de leur temps pour résoudre la problématique formulée. Et tout le code que nous développons est en *open source* et peut donc être réutilisé par le plus grand nombre.

Est-ce que vous pouvez nous donner un exemple d'un des nombreux projets dont Data For Good a contribué à améliorer l'impact ?

Je pense à l'association Open Food Facts, qui est un peu le *Wikipédia* de l'alimentation. C'est une base de données crowdsourcée (*participative, nldr*), la plus grosse en matière d'alimentation. C'est d'ailleurs elle qui a permis à Yuka d'émerger. Il y a plus de deux ans, nous avons travaillé avec Open Food Facts pour créer le premier calculateur d'empreinte carbone des produits alimentaires. C'était un projet passionnant, monté avec les bénévoles de Data For Good en partenariat avec l'ADEME. Le calculateur repose sur un algorithme, qui tient compte de l'impact carbone de ce qui est contenu dans le produit lui-même. Et nous avons affiné le calcul, grâce à une intelligence artificielle de reconnaissance visuelle qui identifie les labels et les certifications des produits.

Pourrait-on imaginer qu'un grand groupe puisse, lui aussi, bénéficier de vos actions ?

Non, nous sommes vraiment dans une démarche de soutien de projets qui manquent de moyens, c'est-à-dire de ressources financières et techniques.

Quels sont aujourd'hui les sujets qui vous semblent les plus délicats en matière de données ?

Nous consommons beaucoup de données en supposant que, parce qu'elles existent, elles sont vraies. Sans jamais questionner la façon dont elles ont été calculées. C'est un sujet fondamental dans mon métier de data analyste (*Carbon4 Finance fournit des données carbone à des gestionnaires d'actifs, des fonds de pension, des banques et des fabricants d'indices, nldr*). Aujourd'hui, très peu d'entreprises comptabilisent leurs émissions carbone indirectes. Et souvent, celles qui le font ne prennent pas en compte l'intégralité du périmètre, et passent donc à côté d'une grande partie des émissions. Il y a un gros travail d'éducation à faire sur notre rapport aux données.

La sensibilisation aux grands enjeux citoyens est votre cheval de bataille depuis des années. C'est ce qui vous a poussée à cocréer un parti politique, alors que vous étiez encore étudiante ?

Oui, ça a d'ailleurs été mon premier véritable engagement associatif. À l'ESSEC, j'ai été vice-présidente d'un parti qui s'appelait Allons enfants!, que nous avons monté entre jeunes âgés de 18 à 25 ans. L'objectif était de donner envie aux jeunes de se réengager en politique. Je me suis beaucoup occupée du programme, en particulier de la partie environnementale. Nous avons présenté une centaine de jeunes aux élections législatives en 2017. J'étais moi-même candidate dans la 5^e circonscription de Paris, face à Benjamin Griveaux.

Quel est le plus grand apprentissage de cette expérience un peu hors normes ?

Je retiens qu'il faut oser ! Nous étions 100 jeunes de moins de 25 ans à nous présenter à une élection nationale

Où sont les femmes ?

Dans le dernier film que vous avez vu, combien y avait-il de femmes ? Est-ce qu'elles se parlaient ? Et est-ce qu'elles parlaient d'autre chose que des hommes ? Si vous avez répondu oui à toutes ces questions, c'est que l'œuvre a passé le test de Bechdel, popularisé dans les années 80 par la dessinatrice de BD éponyme. Le Collectif 50/50, qui réunit plus de 1500 professionnels du cinéma et de l'audiovisuel français, s'en est inspiré pour mettre sur pied le projet Bechdel AI. L'idée ? Charger les algorithmes de faire passer ce test aux films, et mettre en place d'autres mesures pour sensibiliser aux enjeux de la parité dans le cinéma. Depuis octobre 2021, les équipes de Data For Good s'y sont investies. Trois grandes missions ont été soumises aux bénévoles : remonter dans le temps pour réaliser une étude rétrospective des inégalités de représentation dans le cinéma et l'audiovisuel, développer des outils d'analyse gratuits et *open source*, et créer des algorithmes de quantification du *male gaze*, soit l'objectification du corps féminin (*spoiler* : les gros plans sur les fesses et le micro-bikini d'une jeune fille en font partie). Une vaste tâche confiée à une brochette de *data-gens* : *data analysts*, *data scientists*, *data engineers* et développeurs, tous sélectionnés au sein du réseau des 2500 bénévoles de Data For Good.

et nous avons réussi à récolter des fonds, à construire un programme, à avoir une certaine crédibilité, et à être entendus à l'échelle nationale.

des études de cas organisées par l'école elle-même avec des anciens pour assurer la transmission des connaissances, et aider

Or je me suis rendu compte que les rencontres que j'avais faites grâce au master Innovation et entrepreneuriat social avaient été déterminantes dans ma carrière. C'est pour ça que nous avons créé cette association.

« Nous consommons beaucoup de données en supposant que, parce qu'elles existent, elles sont vraies. Il y a un gros travail d'éducation à faire sur notre rapport aux données. »

Lou Welgryn, présidente de Data For Good

Ensuite, vous avez cofondé l'association ESSEC Transition Alumni. Quel est l'objectif ?

Quand on est en école de commerce et que l'on veut faire du conseil ou de la finance, il y a des milliers d'associations qui existent et

les étudiants à trouver des emplois dans les meilleures entreprises. En revanche, quand on veut travailler pour des projets sociaux ou environnementaux, de manière générale, le réseau de l'école est beaucoup moins structuré.

Parmi les entrepreneurs sociaux que vous avez rencontrés pendant vos études, lequel ou laquelle vous a le plus inspirée ? À l'école, l'un des intervenants externes m'a beaucoup marquée : Jean Moreau, le cofondateur de Phenix, la startup qui lutte contre le gaspillage alimentaire en récupérant les invendus des supermarchés pour les donner à des associations. J'ai été ultra inspirée par son parcours, par l'ambition qu'il donnait à son entreprise, et par le fait qu'il arrivait à aligner un *business model* avec un impact social et environnemental. J'ai eu la chance de faire mon stage de fin d'études chez Phenix.

Déclarer la flamme

Comment protéger les forêts des incendies qui les dévastent ? François-Guillaume Fernandez, cofondateur de l'association Pyronear, a une réponse : un outil gratuit et *open source* programmé pour repérer les départs de feux. Rappelons que chaque année, 4 000 incendies ravagent des forêts et des zones naturelles en France. En 2019, le feu a dévasté 15 000 hectares de zones forestières. Ailleurs dans le monde, notamment en Grèce, en Australie ou aux États-Unis, des régions entières ont été réduites en cendres, les images défilant sur les télé du monde entier. Le réchauffement climatique va encore venir souffler sur les braises, en multipliant les épisodes de sécheresse et, ainsi, les incendies, ce qui, bien entendu, n'est pas sans conséquences sur la faune et la flore. Comment la technologie Pyronear peut-elle alors nous sauver ? Le système fonctionne grâce à des détecteurs équipés de caméras, placés

en hauteur dans les zones boisées, comme on accrocherait une étoile en haut du sapin de Noël. Sauf que l'étoile en question est reliée à un logiciel capable d'analyser l'image, puis de donner automatiquement l'alerte aux pompiers en cas de suspicion d'incendie. Si cette technologie complexe est destinée aux professionnels, l'idée est de développer, en parallèle, une solution pour le grand public, libre d'accès, simple à installer et à utiliser. Récemment, Pyronear a confié aux experts de Data For Good trois nouvelles missions : la création d'une plateforme de gestion des incendies (dotée d'une carte des caméras indiquant les zones à risques), le développement d'une interface de programmation d'application, et des recherches de *data science* pour mieux anticiper les départs de feux, grâce à une estimation quotidienne du risque local d'incendie. *Allumer le feu, c'est fini.* ●

Femmes, je vous aide



La cause des femmes, c'est le cheval de bataille d'Anne-Cécile Mailfert, 38 ans. Ancienne de l'association Osez le féminisme!, la jeune femme s'est rapidement demandé comment donner de l'ampleur à ce combat. Alors, en 2014, elle a créé la Fondation des Femmes, qui collecte des fonds – le nerf de la guerre – et apporte un soutien financier, juridique et matériel aux initiatives en la matière. Une première. De « la grande cause du quinquennat » au rôle des garçons, elle répond à nos questions. Sans fard, mais pas sans fond.

Par Guillemette Rolland, directrice communication externe et institutionnelle, partenariats et mécénat pour le groupe Covéa, avec Louise Audibert.

Tu

mets toujours en avant le travail et la cause des autres. Mais toi, qui es-tu ? J'ai 38 ans et je suis née de parents profs, je suis issue d'un petit village à côté de Nancy, donc plutôt de la campagne. Ce que je peux dire, c'est que mes parents m'ont transmis le sens de la générosité. Ils sont très humanistes, de gauche, sans pour autant être militants. J'avais déjà un peu ce terreau féministe, à la fois des valeurs très humaines et en même temps, une prédisposition rebelle.

Comment es-tu devenue présidente de la Fondation des Femmes ? La vie est faite de rencontres et d'événements. Et je suis un peu aventurière. Du lycée à Sciences Po, j'ai toujours été très engagée. Dans toute action, j'ai besoin de mettre du sens et de me dire, on peut faire plus, on peut faire mieux. Et puis, comme tout le monde, j'ai été témoin de choses qui ne sont pas acceptables : des discriminations ou des violences... La cause des femmes est devenue incontournable et urgente à mes yeux. Au tout début, je me suis impliquée pour les personnes en situation de prostitution.

À l'époque, c'étaient vraiment les balbutiements d'Osez le féminisme!. Je les trouvais jeunes, pétillantes et elles parlaient de tous les sujets dont on ne parle pas, pas uniquement de choses très graves et difficiles. Je réalise alors qu'on peut faire avancer la cause sans forcément s'en tenir au pire. J'entre à Osez le féminisme!, puis je deviens présidente et porte-parole, toujours en parallèle de mon boulot. On devient la première asso militante féministe. Progressivement mon militantisme évolue. Je me demande pourquoi les Français sont prêts à donner 45 millions d'euros à la SPA alors que pour l'instant, ils donnent zéro pour la cause des femmes. Il faut créer une structure pour mettre tout le monde en relation, trouver de l'argent, permettre de concrétiser l'engagement de tous. Aller vers le grand public et faire du bruit. Et pourquoi pas en créant une fondation féministe, puisque ça n'existe pas. On a commencé avec de la volonté, et sans le moindre euro.

La situation a bien évolué de ce côté-là, même si le rapport à l'argent dans le monde associatif reste complexe. C'est vrai. À la création de la Fondation, certaines personnes m'ont dit : « Ah, mais s'il y a plus d'argent, ça va être plus professionnel et donc être moins militant, donc moins bien. » L'argent est un moyen indispensable à l'action. C'est ce que nous apportons. Je pense que

les associations nous considèrent comme des alliés, malgré notre différence de positionnement. On fait attention aux partenariats qu'on choisit : nous devons former une communauté de valeurs et d'état d'esprit. La Fondation des Femmes permet de faire des choses collectives, parce que les asso nous voient aussi comme une entité neutre, bienveillante, qui rassemble et soutient le secteur. Il y a plus de projets, plus de campagnes, parce qu'il y a plus d'argent. Pendant les confinements, grâce aux dons, on a augmenté de 7% la capacité d'accueil des femmes en France. Ce n'est pas rien. On arrive à avoir un impact décisif.

Et la politique, ça te tente ?

Franchement, non. Et la Fondation a un impact politique, puisqu'on arrive, avec les autres associations féministes, à faire bouger les choses, à faire voter des lois. J'ai l'impression que nous sommes devenus un acteur de référence. C'est nous qui avons obtenu le Grenelle des violences conjugales. On a aussi demandé la création d'une grille d'évaluation des dangers pour mettre à disposition de la police. Alors on rame un peu, mais je ne suis pas sûre que je pourrais faire beaucoup plus si j'étais à un autre endroit. Et puis j'adore être vraiment sur le terrain. Par exemple, hier, on a reçu les clés d'une petite maison qu'on nous prête pendant deux ans à Maisons-Alfort, pour accueillir des réfugiés afghans. C'est magique.

Ce n'est pas le changement à grande échelle, mais, ce sont des choses visibles. Ça me rend heureuse.

Quel bilan tires-tu des mesures mises en place dans le cadre de « la grande cause du quinquennat » ?

Symboliquement, le choix de « la grande cause » c'est important. La politique, c'est d'abord le verbe. Mais, comme toujours, cela crée aussi des frustrations. Ce qui a été complètement désinvesti, c'est la prévention et l'éducation. L'action a beaucoup plus porté sur la protection immédiate des femmes. Ce qui est un vrai besoin, mais le long terme va en pâtir. Il n'y a plus que 10% de filles qui font mathématiques au lycée, c'est une catastrophe.

Comment faire évoluer la situation alors ?

Ce qui nous manque, c'est une sorte d'observatoire indépendant. Des chercheurs ou chercheuses qui passent leur vie le nez fourré dans les données du ministère de la Justice et de l'Intérieur et qui puissent dire: « *Il y a eu une loi, mais il ne s'est rien passé depuis deux ans.* » Pour les droits des femmes, à part à la Fondation des Femmes où une personne est en charge du plaidoyer, il n'y a personne. J'ai téléchargé récemment un fichier du ministère de la Justice qui répertorie les condamnations pour viol. En 2020, il y en a eu 780, pour 95 000 violés par an. Voilà.

Quelle est la place des garçons dans ce combat ? À la Fondation des Femmes, on les associe. Évidemment la finalité n'est pas la même pour une femme ou pour un homme. Les femmes doivent absolument être en première ligne et visibles, puisqu'on lutte aussi contre leur invisibilité. Il faut apprendre à parler en public, ne pas se justifier en permanence, être légitime, etc.

Conclusion ? Clairement, nous les Françaises, on a bien plus de droits que dans beaucoup d'autres pays. Nos sujets, c'est la mise en œuvre efficace de ces droits et le respect envers les femmes. Les Français se voient plus féministes et progressistes qu'ils ne le sont. Cela fait quinze ans que l'Espagne a une politique extrêmement volontariste sur les violences

« Je me demande pourquoi les Français sont prêts à donner 45 millions d'euros à la SPA alors que pour l'instant, ils donnent zéro pour la cause des femmes. »

Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des Femmes

Les hommes se posent moins ce genre de questions. Mais ils ont un rôle évident dans le combat. C'est eux qui doivent poser les bases d'une vision non violente de la masculinité, de ce que c'est que d'être un homme, vis-à-vis des plus jeunes. À la Fondation, on mène des actions dans ce sens-là. Par exemple, on a fait un clip magnifique: *Tu seras un homme, mon fils*. L'éducation et la transmission, c'est fondamental.

conjugales. En Islande, à la fin des années 90, les asso et le parti féministes se sont dissous parce qu'ils ont constaté que l'égalité était en place. Donc regardons ailleurs! Ce qu'on raconte, ce n'est ni extraordinaire, ni révolutionnaire. Ça existe ailleurs et ça fonctionne. Une société égalitaire entre les femmes et les hommes ne met pas en danger l'ordre, la patrie et la famille. C'est ça ma conclusion. ●

Rey-



onnante

Vous pensiez que le design était réservé aux bobos en mal d'originalité pour parfaire leur décoration intérieure ? *Spoiler*: vous faites fausse-route. À en croire Sandra Rey, fondatrice de la startup Glowee, nommée présidente du Conseil national du design en décembre dernier, le design serait même la promesse d'un monde meilleur, tout simplement. Un monde dont elle nous ouvre les portes, du haut de ses 31 ans.

Par Nicolas Boudinet, directeur général délégué chez Maif, avec Barnabé Binctin.

La plupart des gens pensent encore que les designers servent principalement à fabriquer des canapés et des voitures: comment expliquez-vous cette confusion ?

Si j'avais la réponse, on n'en serait certainement pas là ! Il y a probablement une raison tout simplement

étymologique : en anglais, « design » signifie « concevoir » et on l'utilise précisément dans

ce contexte de conception, alors qu'en français, il n'y a pas vraiment de traduction – en tout cas le mot « design » en français ne véhicule pas cette idée. La pratique a aussi beaucoup évolué depuis cinquante ans, une époque à laquelle on qualifiait effectivement un mobilier de « design », sans pour autant que depuis, le changement culturel ne l'accompagne à sa juste mesure. C'est peut-être dû à un déficit de théorisation : ce qui manque, c'est encore de comprendre que le design est une discipline transversale, qui peut s'appliquer à tout et partout, plutôt qu'une compétence ou une expertise particulière. C'est plus un *soft skill* (compétence relationnelle et comportementale, nldr) qu'un *hard skill* (compétence technique, nldr), mais le monde des designers lui-même a encore du mal à expliquer concrètement ce qu'il fait... Pas étonnant, donc, qu'en face, la réception ne soit pas très bonne non plus.

En quoi consiste donc le design, selon vous ? C'est une méthode de conception que j'aime qualifier d'« attentionnée », au sens où elle est d'abord centrée sur l'être humain. La culture de l'ingénieur va se concentrer sur la tech, la culture

marketing sur la marque et le marché, la culture artistique sur le point de vue de l'auteur. La culture du design, elle, s'intéresse d'abord à nos pratiques concrètes, elle s'ancre dans nos enjeux de vie. On peut prendre l'exemple de ma boîte (*Glowee développe un système de lumière biologique, produite sans électricité et basée sur la bioluminescence des organismes marins, et qui permet de réduire l'impact environnemental de l'éclairage, nldr*) : si j'avais raisonné en tant qu'ingénieure ou avec un prisme marketing, j'aurais d'abord cherché à créer la lumière la plus performante ou la plus innovante possible. Avec ma vision de designer, j'ai eu une approche beaucoup plus large, qui consistait à me demander d'abord : « *De quoi mes clients ont-ils vraiment besoin ?* » Et lorsqu'on s'intéresse à ça, on se rend compte que la réponse n'est pas forcément : « *de la lumière la moins chère ou la plus efficace possible* ». En réalité, le besoin, ce n'est pas d'avoir une ampoule simplement plus performante, c'est d'avoir une nouvelle méthode d'illumination pour créer des ambiances conviviales qui soient également responsables écologiquement, respectueuses des enjeux de biodiversité, etc. Et de ce fait, la manière dont on va construire la technologie se révèle bien plus riche et complexe que si l'on cherchait simplement à fabriquer une nouvelle gamme d'ampoules. C'est ainsi qu'on s'est retrouvés à créer une nouvelle approche globale de la lumière, avec de nouveaux types de mobilier urbain qui permettent de réaménager l'espace différemment, tout en répondant aux réels besoins.

On dit souvent du designer qu'il n'a pas d'idées puisque, par définition, il va les chercher auprès des

utilisateurs : alors comment est né le projet de Glowee, de votre côté ? Au début, j'ai eu davantage une intuition qu'une idée, effectivement. Et elle a émergé à la faveur d'un concours, ArtScience, auquel j'ai participé en 2013. À l'époque, j'étais encore étudiante. Je m'intéressais à la lumière, au moment où une loi réglementant l'éclairage des vitrines la nuit était en train d'être votée, pour limiter la consommation énergétique et la pollution lumineuse. Or, on savait que des poissons étaient capables de créer de la lumière et que les biotechnologies à notre disposition permettaient de copier ces phénomènes naturels. Autrement dit, on était suffisamment compétent pour les reproduire.

avait un vrai besoin ! Pendant trois à quatre ans, je les ai tous rencontrés, sans avoir rien à leur proposer de concret, simplement une sorte de vision. Je les interrogeais : « *De quoi avez-vous besoin ? Comment projetez-vous d'utiliser la lumière dans les années à venir ?* » C'est grâce à tous ces échanges que j'ai pu ensuite construire la gamme de produits Glowee. L'intuition, c'est bien, mais ça ne suffit jamais à répondre à un enjeu de société !



« Ce qui manque, c'est encore de comprendre que le design est une discipline transversale, qui peut s'appliquer à tout et partout, plutôt qu'une compétence ou une expertise particulière. »

Sandra Rey, présidente du Conseil national du design

D'où cette question : « *Et si on utilisait cette lumière biologique pour répondre aux problématiques environnementales et sanitaires de l'éclairage urbain ?* »

Au départ, il n'y avait aucune volonté entrepreneuriale derrière mon projet, mais comme il a gagné le concours, il a été très médiatisé. Et cela a amené des centaines d'appels entrants, d'aménageurs, de *retailers*, de promoteurs, de groupes de l'énergie, etc. Pour que cela génère autant d'attention, j'ai compris qu'il y

Au fond, la philosophie du design s'appuie donc sur une démarche résolument participative ? Il y a en tout cas une démarche d'écoute et d'observation qui est fondamentale. Dans la méthodologie du design, l'un des enjeux principaux, c'est de bien problématiser, c'est-à-dire de répondre à la bonne question. Et ce sont les clients qui nous aident à la trouver et à poser les bases pour qu'ensuite, on puisse trouver les bonnes réponses. C'est cette démarche-là qui permet de

proposer des solutions en rupture, qu'il s'agisse de ruptures technologiques ou d'usage. C'est vraiment une méthode de travail qui peut s'appliquer dans tous les domaines, que ce soit la conception d'un produit ou d'un service, comme la gestion d'un système ou d'une organisation. Moi-même, c'est une méthode que j'applique, notamment à mes équipes, et qui gouverne ma façon de manager. Personnellement, je n'ai aucune de leur expertise, que ce soit dans les registres technique, financier, marketing, etc. Au fond, mon boulot, ce n'est pas de leur donner

une réponse ni de leur dire quoi faire, mais de les aider à répondre aux bonnes questions. Donc, je suis toujours en train de leur demander : « *Pourquoi faites-vous ça ?* », en les obligeant à m'expliquer : « *Comment avez-vous pris cette décision ?* » Et à la fin, c'est de cette façon qu'ils trouvent les bonnes réponses, sans moi ! Tant qu'on n'a pas expérimenté la méthode du design, on a toujours un peu de mal à l'appréhender. Mais on est vite convaincu, et ensuite, on ne peut plus s'en passer ! ●

L'ambition de Nicolas Sabatier ? Freiner le changement climatique. Pour cela, il a décidé de jouer sur le terrain économique, mais avec ses propres règles. Son entreprise Time for the Planet est la fois un fonds d'investissement, une communauté de 52 000 personnes et un espace collaboratif. Portrait de celui qui espère vous attirer du côté vert de la force.

Par Philippe Zaouati, PDG de Mirova, avec Amélia Morghadi.

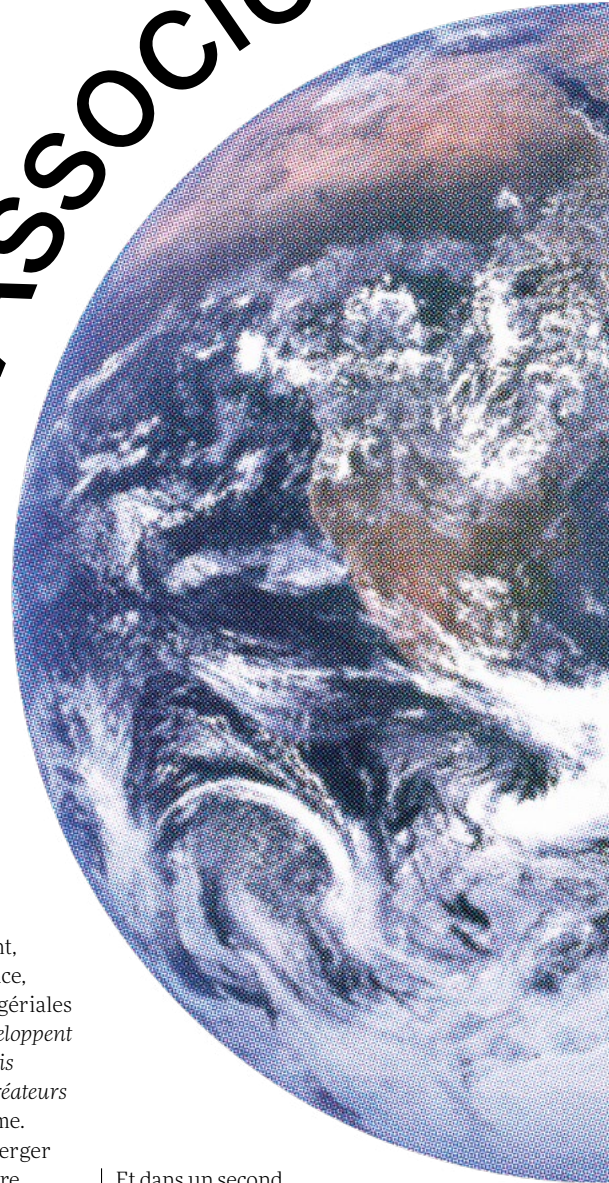
Nicolas Sabatier a des ambitions simples. *« J'ai commencé il y a une douzaine d'années, avec mon associé Mehdi Coly. À l'époque, on voulait mettre de la mixité sociale dans les colonies de vacances, réussir à mélanger les riches et les pauvres, mais surtout les enfants en situation de handicap qui sont laissés à la porte. »* C'est le point de départ des colonies de vacances éducatives Vitacolo, mais aussi d'une collaboration au long cours, et d'une volonté de dynamiser les règles. Nicolas et Mehdi ne veulent pas du modèle subventionné classique dans lequel les jeunes dépendent d'une forme d'assistanat. Ils n'ont pas de connaissances entrepreneuriales, mais des idées : ils veulent autofinancer leur structure, en utilisant les revenus non pas pour faire

du profit, mais pour embaucher des animateurs en plus, afin que cela ne coûte rien aux familles. *« Rien ne force une entreprise à accumuler plus d'argent, elle peut très bien avoir pour mission de résoudre un problème social ou environnemental. »*

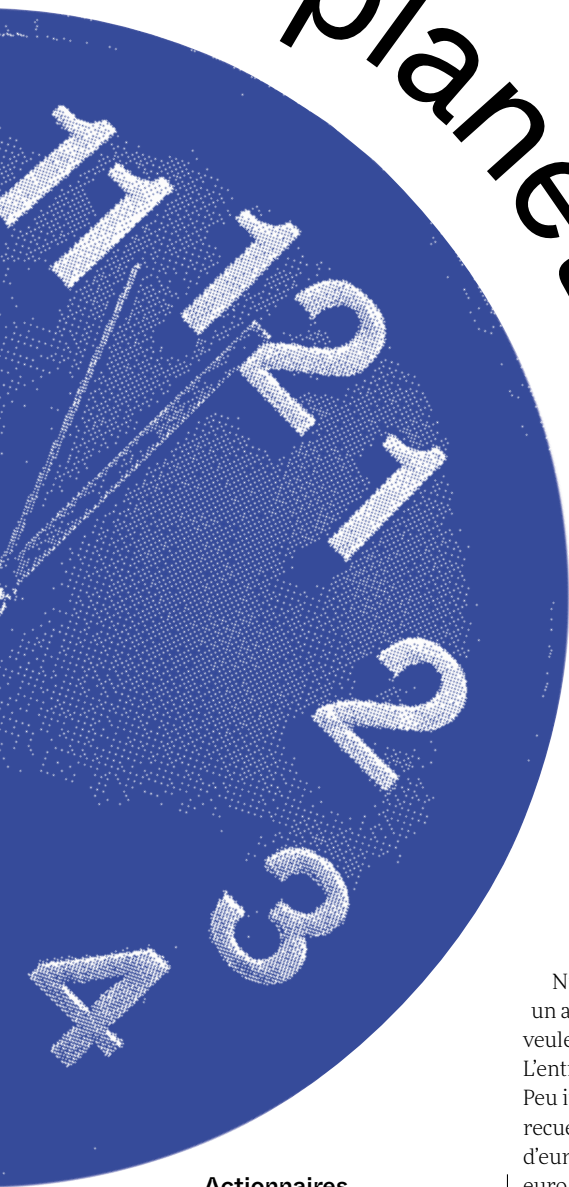
Une affirmation que Nicolas Sabatier applique aujourd'hui chez Time for the Planet, lancée en 2020 avec cinq associés. L'objectif ? Freiner le changement climatique. *« Il y a quatre ans, on découvre l'urgence climatique, et on se dit qu'il faut absolument faire quelque chose »,* raconte l'entrepreneur de 37 ans. Il s'appuie alors sur sa recette : la puissance d'une idée lorsqu'elle prend racine sur la force du collectif. Nicolas a une conviction : il y a trop de bonnes idées qui se perdent, par manque de soutien, de confiance, d'argent ou de compétences managériales pour les faire vivre. *« Ceux qui développent des innovations sont nombreux, mais généralement, ce sont de mauvais créateurs d'entreprise »,* estime le jeune homme. Le marché ne suffit plus à faire émerger ces idées. Il faut les incuber, les faire éclore, disséminer leurs résultats et se servir des revenus obtenus pour lancer d'autres idées. Créer un cercle vertueux, en somme. C'est le modèle du fonds d'investissement Time for the Planet. *« Si c'est l'argent qui décide de tout, alors jouons sur le terrain économique, mais avec nos propres règles »,* clame une vidéo du site de l'entreprise. Dont acte : elle se charge d'aller chercher de l'argent pour ces innovateurs et de mettre à leur disposition des managers pour structurer leur entreprise et faire grandir leur projet.

Et dans un second temps, elle diffuse largement la connaissance et l'innovation dans une logique *open source* – de manière collaborative et ouverte à tous : *« Notre mission, c'est de détecter les innovations permettant de réduire les gaz à effet de serre, à l'échelle mondiale et de façon directe. On a rencontré des innovateurs vraiment bons, des gens passionnés, mais qui ne comprennent pas le fonctionnement du monde de la finance. Nous, on sait se faire comprendre, on fédère et on rassemble les gens. »*

Associés pour



ur la planète



Actionnaires et fiers de l'être

Au lancement, en 2020, environ 150 innovations sont évaluées. Et la source ne se tarit pas : 650 dossiers ont été envoyés depuis les débuts. L'un des tout premiers projets financés est celui de Léviathan, qui propose une technologie de climatisation industrielle utilisant l'eau au lieu des gaz fossiles, grâce à un compresseur mécanique. Avec à la clé, 30% de consommation d'énergie en moins.

UNSPASH - NASA / OLADIMEI / ALEGIBILE

En comparaison avec les montants faramineux que les fonds de capital-risque européens et américains, en quête de futures licornes, investissent dans les entreprises innovantes, le Petit Poucet Time for the Planet peut paraître anecdotique. Pourtant, Nicolas est certain de la valeur ajoutée de son modèle. Et c'est du côté de la levée de fonds que se situe le coup de génie de l'initiative : en finançant ces projets, vous devenez actionnaire de la société et fier de l'être. C'est bien plus qu'un fonds d'investissement qui se crée, c'est une communauté. Preuve en est, sur le réseau professionnel LinkedIn, ils sont des milliers à indiquer dans leur profil « associé Time for the Planet ». « *On apporte une intelligence collective* », résume Nicolas. Ne fournit-on pas ainsi un alibi à moindre frais à ceux qui veulent se donner bonne conscience ? L'entrepreneur balaie l'argument. Peu importe. Time for the Planet a recueilli à ce jour environ 9 millions d'euros, avec des montants allant d'un euro jusqu'à 1 million d'euros et discute aujourd'hui avec des investisseurs intéressés à hauteur de 3 à 10 millions d'euros. L'effet boule de neige est vertueux. L'afflux de milliers de citoyens rend l'initiative crédible. Et les géants veulent être de la partie aussi parce qu'ils ressentent l'impact de cette dynamique. L'ambition est de lever au moins un milliard d'euros et d'accompagner plusieurs centaines de projets. Y a-t-il un portrait-robot de l'investisseur ? Pas vraiment. Des étudiants, des actifs, venant de tous les courants politiques,

des gens populaires, d'autres très bourgeois. Et de tous les âges : le plus vieil actionnaire a 102 ans. Sur les 47 000 membres, issus de 80 pays différents, 40 000 sont français. Et un bureau va ouvrir à Londres prochainement.

La performance financière ? Il n'y en aura pas.

Une chose est sûre : ces milliers d'associés ne sont pas motivés par la performance financière. Il n'y en aura pas. Et c'est presque tant mieux : « *La non-lucrativité attire la confiance des citoyens.* » Time for the Planet est une société commerciale à but non lucratif. Ses statuts stipulent qu'elle ne versera pas de dividendes, tant que l'écart de température ne sera pas revenu à zéro par rapport à l'époque préindustrielle, autant dire jamais. Quant aux fondateurs, aucun ne s'est versé de salaire pendant deux ans et 10% du montant levé est utilisé pour les frais de fonctionnement. Le reste sert à investir dans les innovations, qui deviennent des filiales. Il y a chez Nicolas Sabatier une forme d'humilité mêlée à une certitude : rien n'est plus puissant qu'une idée dont l'heure est venue. « *On ne va pas changer le monde, on veut faire baisser les émissions de gaz à effet de serre, et on est capable de le mesurer, c'est notre seul engagement. Si dans vingt ans, on nous dit qu'on a eu un impact sur 2% des émissions mondiales, on sera contents.* » Et si Nicolas confie trouver le monde terrifiant, il garde malgré tout son optimisme, faisant le pari qu'il sera contagieux. Serait-il un peu Robin des bois ? « *Il faut comprendre qu'on ne va pas pouvoir continuer à produire et à s'enrichir dans un monde aux ressources finies. On n'est pas là pour défendre le capitalisme, on utilise des outils du capitalisme, c'est-à-dire créer des entreprises, pour rendre écolos ceux qui ne le sont pas encore.* » ●

« La nature est le modèle économique parfait. »

Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme. C'est le *credo* de Jules Coignard et Raphaël Masvigner, qui prônent l'économie circulaire, soit un modèle respectant l'humain et l'environnement. Pour glaner les meilleures initiatives en la matière, ce duo de *frenchies* fondus de surf s'est lancé dans un tour du monde en 2014, avant de fonder trois ans plus tard leur société de conseil Circul'R. Ils accompagnent aujourd'hui 40 % du CAC40 et quinze territoires. Rencontre avec ceux qui font la guerre au pot de yaourt en plastique et entendent prendre exemple sur les fourmis.

Par Albane Liger-Belair, directrice innovation chez KPMG, avec Nicolas Juha.

Quel événement vous pousse à entreprendre un « tour du monde de l'économie circulaire » en 2014 ?

Raphaël Masvigner : À l'époque on était tous les deux en VIE chez Airbus. J'étais assistant du CEO au Brésil, et j'avais l'opportunité de faire une deuxième année au Mexique. J'ai appelé le *manager supply chain*, et en parlant au téléphone, on s'est rendu compte qu'on avait à peu près le même âge, les mêmes passions, notamment les océans et le surf. On a parlé d'Airbus, mais surtout on s'est très vite mis à discuter de la protection de la planète.

Jules Coignard : Notre envie de protéger les océans nous a amenés à aborder en premier lieu la problématique des déchets marins. On a appelé des experts en Europe dont François Gagliani, de l'IFREMER, qui nous a expliqué que c'était réducteur de travailler sur les déchets marins, qu'il fallait remonter en amont et comprendre pourquoi l'économie produisait autant de déchets. C'est un appel téléphonique avec l'Institut national de l'économie circulaire qui nous a décidés à nous investir corps et âme sur le sujet – ce qui impliquait de quitter Airbus et de rentrer en France.

Quelle est votre définition de l'économie circulaire ?

JC : L'utilisation intelligente du minimum de ressources naturelles possible pour vivre dans un monde sans déchets. C'est répondre à la problématique de l'économie linéaire « on prend, on transforme, on jette » pour faire fonctionner l'économie sous forme de boucle. Les nutriments biologiques peuvent revenir à la terre, mais il y a aussi les nutriments techniques, avec le réemploi, la réparation, le recyclage. On assimile parfois l'économie circulaire au recyclage, ce qui est réducteur.

À l'échelle individuelle, comment participer à cette logique d'économie circulaire ?

RM : En adoptant des modes de consommation qui réduisent notre impact : le vrac, la seconde main... La première action, c'est de réduire l'utilisation des appareils électroniques dont nous n'avons pas besoin. L'un des freins majeurs pour passer à la frugalité, c'est son coût et sa difficulté. Pourtant, à Roubaix, plus d'une centaine de familles a été accompagnée par la municipalité pour atteindre le zéro déchet, et on a constaté que c'était faisable et économiquement intéressant. Ces familles réduisaient leurs factures de plus de 1000 euros à la fin de l'année.

Quelles sont vos actions chez Circul'R ?

RM : Les entreprises qui nous avaient sponsorisés pour le tour du monde

nous ont dit : « On est au niveau zéro de l'économie circulaire, on a besoin d'être accompagnés. » Ces grandes structures sont à la fois les principaux pollueurs et ceux qui ont la capacité de faire passer les solutions à une grande échelle. On s'est donc rapprochés de deux entreprises qui nous ont inspirés, Interface (*qui fabrique des dalles de moquette et des revêtements de sols, ndr*) et Patagonia. Grâce à l'économie circulaire, en vingt ans, Interface a fait 400 millions d'euros d'économie. On retrouvait des étapes similaires chez les deux entreprises, la première étant de convaincre de la pertinence d'un nouveau *business model*. C'est à cette problématique que répond notre pôle formation. La deuxième étape consiste à créer un écosystème propice à la collaboration pour que des projets puissent y émerger. D'où notre deuxième pôle, le club Circul'R, le premier lieu de rencontre en France entre des startup œuvrant dans le domaine de l'économie circulaire et de grandes entreprises intéressées. Enfin, le troisième pôle, le conseil, accompagne le passage à l'action.

Avez-vous déjà des exemples de success story ?

JC : On a accompagné Eurostar, qui souhaitait supprimer les pots en plastique à usage unique des yaourts dans certains trains, et les remplacer par des contenants réutilisables

en porcelaine. En novembre 2019, le premier train sans plastiques à usage unique a roulé entre Paris et Londres. Pour mesurer l'impact de ces actions, beaucoup se focalisent sur l'empreinte carbone – ce qui est un peu réducteur. Mais de ce strict point de vue, selon une étude de la Fondation Ellen MacArthur, l'économie circulaire peut réduire de 45% nos émissions carbone.

Pour avoir un impact important, le plus pertinent est-il alors d'aller chercher les entreprises qui ont les moins bonnes pratiques ?

JC : J'avais lu quelque part qu'il fallait mettre de la lumière là où il faisait le plus sombre. Dans notre activité, le bon raisonnement est de se demander quelles sont les entreprises qui ont le plus d'impact et de réfléchir à la façon de les faire changer. Il y a des freins, des investissements initiaux importants, mais les bénéfices à terme sont plus grands. L'économie circulaire, c'est un concept qui peut parler au monde militant comme aux grands groupes.

Le contexte actuel difficile peut-il être un accélérateur plutôt qu'un frein ?

JC : La crise du Covid a fait tomber à l'eau un projet avec Airbus. Mais en parallèle, cela a accéléré la prise de conscience. Aujourd'hui, on avance plus vite sur la question de l'économie circulaire que s'il n'y avait pas eu cette crise sanitaire.

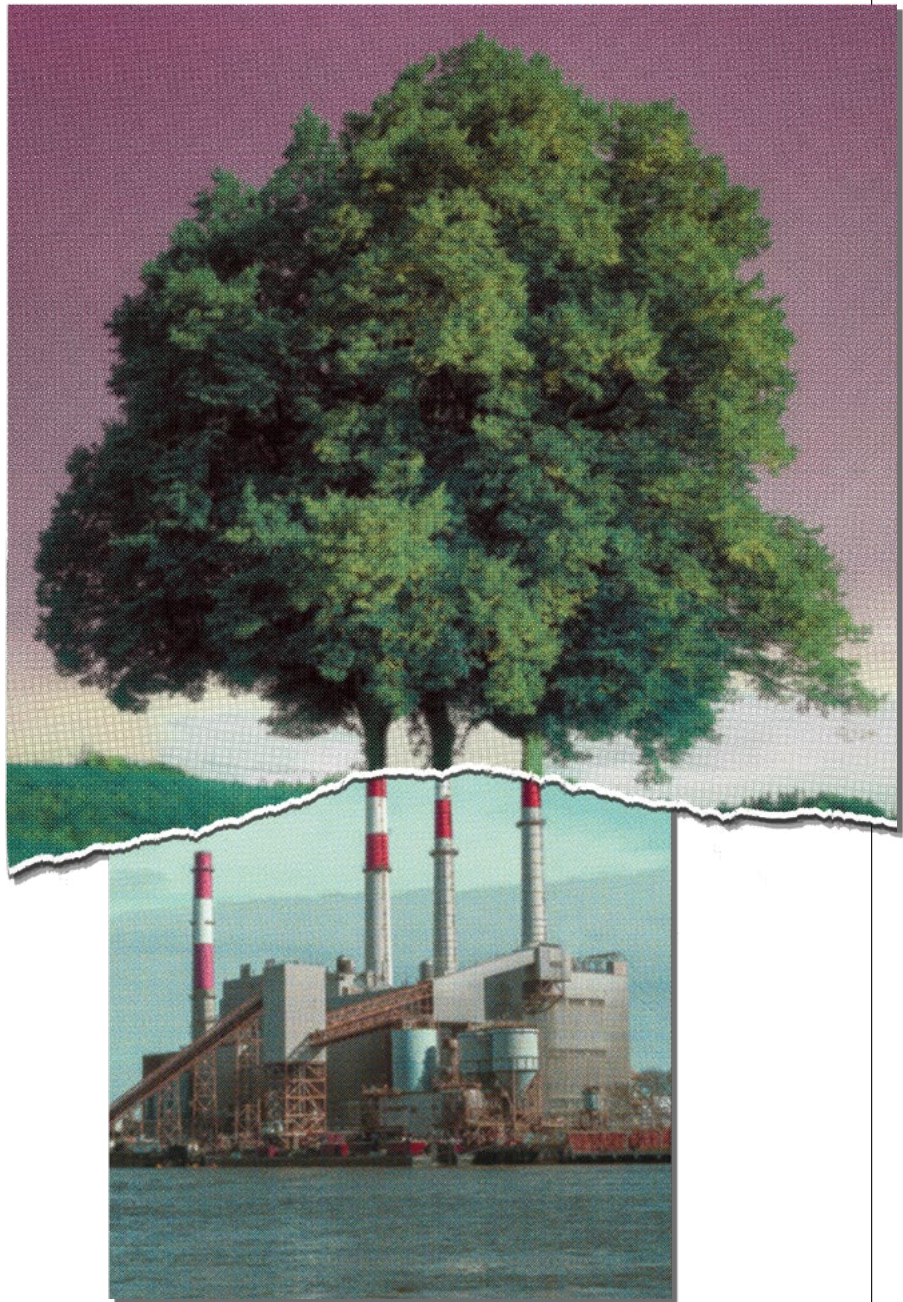
Les grands principes économiques qui prévalent en 2022 sont la quête de la croissance et du profit. Par quoi l'économie circulaire entend-elle les remplacer ?

RM : Par exemple, par la notion de partage des ressources. Le meilleur exemple, c'est la ville de Kalundborg au Danemark, avec son projet de parc écologique industriel, qui réunit une dizaine d'entreprises, collaborant entre elles. Les déchets des unes deviennent les ressources des autres. Cela permet de générer d'énormes économies. L'investissement initial était de 75 millions d'euros, mais ils ont déjà réduit leurs dépenses de 300 millions d'euros en vingt-cinq ans. La consommation collaborative est une idée intéressante : n'est-il pas plus pertinent de partager une tente à quatre, que d'avoir chacun une tente à soi et de l'utiliser deux fois par an ? Un autre point important, c'est le biomimétisme

(s'inspirer du vivant pour mettre au point des systèmes productifs et technologiques performants, ndr). La nature est le modèle économique parfait, il n'y a pas de déchets sans utilité.

JC : En Afrique du Sud, on a rencontré Claire Janisch, l'une des grandes spécialistes du biomimétisme. Elle nous a dit : « Prenez toutes les fourmis du monde dans une main, et tous les humains dans l'autre, la masse des fourmis est plus importante, mais elles s'inscrivent dans

l'écosystème global. » La fourmi utilise une ressource qui est en quantité telle qu'elle peut se renouveler et par son action, elle nourrit l'écosystème. On peut faire la même chose. Si la nature était un modèle économique, ce serait le plus optimisé qui soit, alors que le nôtre a quelque chose d'absurde. Un exemple, le site de la décharge géante de Mbeubeuss au Sénégal : avant c'était un lac, maintenant il y a 2 000 tonnes de déchets qui arrivent tous les jours. ●



La = ✓ ↗ bonne é quation ↓ = + × ≠ %

Et si le PIB ne suffisait pas à évaluer les progrès d'un pays? C'est la position de l'économiste **Michael Green** qui a créé l'indice de progrès social, une mesure utilisée par la Commission européenne, qui se veut plus vertueuse pour les individus et l'environnement. Son but: aiguiller les décideurs politiques, influencer les investisseurs et améliorer sensiblement la qualité de vie des populations. La preuve par A plus B.

Par Christine Allard, directrice de la communication et des relations institutionnelles chez Sanef Groupe, avec Elisa Covo.



Q u'est-ce que l'indice de progrès social (IPS)? La crise financière de 2008 a révélé le caractère superficiel du

progrès que nous pensions avoir accompli et la nécessité d'en revoir la définition. Jusqu'alors, notre modèle de développement s'appuyait exclusivement sur la croissance économique. Il fallait remettre les individus et la planète au cœur de l'équation. C'est le but de l'indice de progrès social : il ne remplace pas le PIB, mais il permet d'imaginer des plans de développement plus inclusifs et durables. Contrairement au Bhoutan, qui a mis en place le « bonheur national brut », l'IPS mesure si une société est vertueuse pour les individus et leur avenir, et non si elle est heureuse. Il évalue si une population a les moyens de répondre à ses besoins vitaux (nourriture, eau, logement et sécurité), d'assurer son bien-être (éducation, santé, accès à l'information, environnement de bonne qualité), et de profiter des droits fondamentaux, libertés, inclusivité, ou accès aux études supérieures. L'IPS mesure tout cela en utilisant des données déjà disponibles, issues par exemple d'instituts de statistiques. Nous interprétons des données qui attendent juste d'être déchiffrées. En les rendant intelligibles, on leur donne du sens, et les politiques peuvent ensuite s'en servir pour prendre des décisions éclairées.

Concrètement, comment est-ce mis en œuvre? Lorsqu'on réoriente les capitaux vers les vrais besoins humains, on améliore considérablement la qualité de vie des populations. Par exemple, nous avons travaillé avec le *Borough* de Barking and Dagenham, circonscription administrative londonienne où le taux de pauvreté est très élevé. Les autorités voulaient créer un plan de transformation et cherchaient un outil pour les guider. Nous avons donc construit un IPS spécifique au *borough* : il s'appuie sur les communautés qui y vivent pour mesurer leur taux de progrès social à l'échelle locale. Cet indice a été intégré dans les stratégies de planification et d'allocation des ressources. L'année dernière, 200 familles ont ainsi échappé à la rue. Citons également

l'exemple du Paraguay. En 2013, il était le premier pays au monde à avoir un plan de développement national avec des objectifs en matière de croissance économique et de progrès social. Le pays a choisi de concentrer ses efforts sur la malnutrition infantile. Ce n'était pas le sujet sur lequel leur score IPS était le plus mauvais, mais c'était leur priorité. Ils ont converti cet objectif en budget, et aujourd'hui, la malnutrition infantile a considérablement baissé. La création de l'indice constitue le début de la réflexion. C'est un outil pour aider les gens à identifier où se trouvent les problèmes.

Les entreprises peuvent-elles l'utiliser? L'IPS se concentre sur des zones géographiques : des pays, des régions, des villes, des communautés... Cela peut être utile pour les entreprises qui ont un lien avec un territoire particulier, ou celles du secteur agricole. Par exemple, nous avons travaillé avec de grands groupes internationaux dans les domaines alimentaires et pharmaceutiques dans la forêt amazonienne. L'idée était de développer des IPS à un niveau très local pour faciliter les relations avec les communautés présentes, expliquer concrètement comment ces entreprises allaient contribuer au territoire et leur permettre de collaborer avec d'autres partenaires de la société. Ce travail a aussi permis de faire pression sur d'autres entreprises du secteur, sur les gouvernements locaux et fédéraux, et sur les donateurs internationaux pour que tous soient sur la même longueur d'onde. L'IPS est un langage commun qui facilite la coordination. Les investisseurs et les entreprises du secteur financier peuvent aussi s'en servir pour répondre aux pressions engendrées par les critères ESG (critères environnementaux, sociaux et de gouvernance) qui mesurent la manière dont les firmes intègrent les enjeux de développement durable dans leur stratégie RSE. C'est un outil pour structurer la conversation autour des capitaux, de leur utilisation, et du comportement des investisseurs.

Quelles leçons en tirer? Quand on regarde les pays développés, on remarque les faiblesses de chacun. Le Danemark a, par exemple, deux mauvais indicateurs

de santé. Le Luxembourg rencontre des difficultés liées à l'eau. La Suède a des problèmes concernant l'égalité des genres dans les études supérieures, car trop peu de garçons s'inscrivent à l'université. Pour la plupart des pays développés, il y a un vrai retard sur les questions environnementales. Les émissions de gaz à effet de serre sont un enjeu majeur, et il y a aussi des problèmes liés aux droits humains. Nous avons du mal à construire des sociétés réellement inclusives. À l'échelle mondiale, les résultats de l'IPS sont évocateurs, surtout lorsqu'ils concernent la viabilité des régimes autocratiques, qui ont le vent en poupe depuis une dizaine d'années. On remarque des tendances inquiétantes dans l'opinion publique. En effet, de plus en plus de gens, admiratifs de ces modèles autocratiques, semblent croire en leur efficacité. Mais l'IPS démontre en réalité la fragilité de ces régimes : même avec des taux de richesse élevés, si l'on n'investit pas dans les droits et les libertés des citoyens, il en résulte un risque politique qui aura, sur le long terme, des répercussions sur la croissance économique. Les investisseurs doivent donc aussi intégrer à leurs choix les questions liées aux droits humains.

Êtes-vous optimiste pour l'avenir?

Oui, car la réponse se trouve dans des données que nous possédons déjà ! Celles-ci montrent par exemple qu'un pays comme le Costa Rica, avec un quart ou un tiers du PIB des USA, peut atteindre le même niveau de progrès social. Donc si la croissance économique participe au progrès, elle n'en constitue pas le moteur essentiel. Avec le niveau de richesse actuel, nous pourrions avoir un taux de progrès social bien plus élevé si nous mobilisions plus efficacement nos ressources. Nous devons nous inspirer des pays qui font mieux que nous dans les domaines que nous souhaitons améliorer. Nos *challenges* relèvent simplement de l'ingénierie : nous avons toutes les clés pour parvenir à un monde durable et inclusif, maintenant il faut localiser, identifier et prioriser pour traduire tout cela en actions concrètes. ●

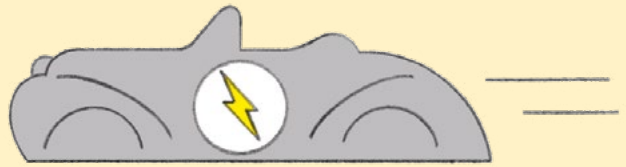


Retour vers

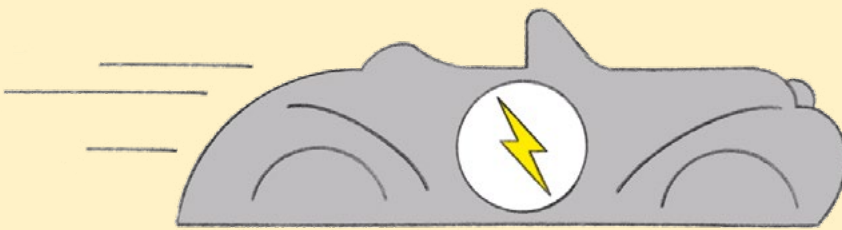




le



futur



Nous sommes en 2040. La banquise n'a pas fondu, on préfère le temps à l'argent, et les voitures se partagent dans la bonne humeur. C'est que le sursaut mondial pour contrer le dérèglement de la planète a bel et bien eu lieu. Bienvenue dans l'exercice d'anticipation de la journaliste scientifique **Dorothee Browaeys, qui pilote aussi TEK4LIFE et oriente les entreprises dans leur transition socio-écologique. Bienvenue dans un futur qui fait enfin rêver. Visite guidée.**

Par Sophie Robert-Velut, directrice générale opérations dermo-cosmétique des laboratoires Expanscience/Mustela, avec Laura Dulieu. Illustration: Pierre André pour *Makers' Stories*.

2022

Ce futur que Dorothée Browaeyls appelle de ses vœux, il en existe déjà des signes avant-coureurs, des frémissements, des graines plantées ça et là.

La facture salée du changement climatique

Accès à l'énergie, alimentation, augmentation des catastrophes naturelles, raréfaction des matières premières... Les États, les populations et les entreprises sont interdépendants et courent de grands risques à ne pas assez anticiper les crises à venir. La Banque centrale européenne a publié, en septembre dernier, les résultats d'un test mesurant l'impact du changement climatique sur plus de quatre millions d'entreprises dans le monde et 1600 banques de la zone euro – une première. Bilan : à court terme, les coûts de la transition sont dérisoires par rapport à ceux que pourrait avoir le changement climatique à moyen ou long terme. Aujourd'hui, les financeurs prennent peur. Et les assureurs tremblent : ils ne pourront pas se permettre d'assurer un monde avec quatre degrés de plus. Aussi, ils font désormais cause commune avec les entreprises pour qu'elles soient viables.

La guerre en Ukraine, ou la redistribution des cartes

Le conflit remet en question l'ordre mondial dominé par les États-Unis : il a créé un sursaut pour l'indépendance énergétique et militaire et redistribue les cartes. Certaines épreuves traversées peuvent donc être salutaires, même si c'est douloureux. Le chercheur en sciences de gestion Armand Hatchuel explique que dans un bateau, quand il y a une avarie commune, c'est le principe d'union des forces qui rend le sursaut possible.

La vie en rose, avec le Pacte vert pour l'Europe

J'estime que nous sommes à un moment où les politiques sont absentes. Le risque est donc la confrontation entre la société civile et le pouvoir économique, ce qui devient dangereux. Il faut donc infiltrer les lieux de pouvoir pour faire en sorte que la gouvernance des espaces économiques soit normée davantage. Parmi les mesures du Green Deal européen (*ou Pacte vert pour l'Europe, un ensemble de mesures prises par la Commission européenne pour que l'Union européenne atteigne la neutralité carbone en 2050, ndlr*), on compte cinquante législations modifiées en trois ans et pour les plus grosses sociétés, l'obligation de publier un rapport extra-financier sur les implications sociales, environnementales et sociétales de leurs activités. Ce n'est pas rien ! On est en train d'inventer la nouvelle boussole pour une économie prospère et soutenable.

Big up à la compta européenne

Depuis la fin des années 80, l'Europe fonctionnait avec la comptabilité IFRS, venue des États-Unis, devenue la seule grille de lecture du succès d'une entreprise. Avec la loi PACTE de 2019, elle est remise en question. On renonce à une économie qui détruit le futur au profit du présent, qui a séparé progrès technique et progrès social et qui considère que les ressources naturelles sont illimitées. Il s'agit à la fois de comptabiliser le risque que fait peser l'environnement sur les profits des entreprises et celui que font peser les entreprises sur l'environnement. Alors que les États-Unis se posent encore la question: « *Le milieu va me menacer, comment est-ce que je me protège ?* »

Le dialogue entre société civile, économie et politique

La Convention des entreprises pour le climat (CEC) (*réunissant actuellement 150 entreprises, pour établir des feuilles de route environnementales ambitieuses, ndlr*), la loi AGECE (*loi de février 2020, visant à réduire les emballages plastiques, lutter contre le gaspillage et l'obsolescence programmée, ndlr*) et la loi climat et résilience d'août 2021 font partie des avancées non négligeables. Ce sont certes des petits pas, mais qui empêchent tout retour en arrière.

2040

2040 est là, avec sa douceur de vivre. À quoi ressemble alors le futur ?

Oubliées, les inégalités

En 2022, soixante-trois grandes fortunes sont responsables de la moitié des émanations de CO₂ en France. En 2040, il n'y a pas de très riches. Les revenus financiers sont ultra taxés: le futur est forcément un monde où les inégalités n'existent plus. Il faut régler le problème des paradis fiscaux et du banditisme financier. Car c'est en spéculant que l'on crée des famines.

La comptabilité écolo, c'est beau

Les entreprises sont conscientes de tous les impacts de leur activité, qu'ils soient négatifs ou positifs. Les émissions de gaz à effet de serre, la destruction de la biodiversité, les pollutions généralisées et l'impact social sont désormais des sujets mesurés et audités, grâce aux normes extra-comptables internationales (ISSB) qui permettent de comparer parfaitement les entreprises.

Les yachts au garage

Notre futur n'est plus fondé sur l'accumulation. On peut imaginer que les cartes bancaires soient plafonnées pour ne pas dépasser deux tonnes de CO₂ par an et par habitant. On a donc forcément interdit de posséder trois résidences ou des yachts, car posséder une résidence secondaire fait irrémédiablement dépasser les seuils imposés. Alors les habitats sont partagés: on ne laisse pas une maison vide tout l'hiver!

Du temps, plutôt que de l'argent

Les salaires sont plafonnés, par exemple à 8 000 euros mensuels. Les travailleurs ne sont plus seulement préoccupés par l'augmentation de leur salaire chaque année. Le but de l'économie est désormais de créer du lien, d'avoir du temps. Les salariés sont intéressés aux résultats de l'entreprise, ils se sentent autant propriétaires du capital que les actionnaires.

Le travail, c'est vraiment la santé

On a arrêté de fragmenter les tâches. On participe à des projets communs. La culture d'entreprise a été réhabilitée. Le télétravail et le présentiel sont équilibrés, car la convivialité est aussi un projet! Et elle se construit en se côtoyant. Et il existe un autre aspect très important: il y a des syndicats verts dans les entreprises. Il n'y a pas que le sujet de défense des droits sociaux qui compte, il y a aussi la défense des biens communs.

Le ménage de la forêt

L'économie se pense désormais comme l'aménagement, et pas comme le *management*. On compte toujours

sur les autres pour l'entretien des biens communs. Comment remplit-on chacun notre part du travail? Il faut créer une sorte de comptabilité territoriale pour répartir les tâches. Soit les gens ont le sens des responsabilités, soit il faut les y obliger. Aujourd'hui par exemple, des associations nettoient les forêts, mais c'est loin d'être généralisé.

Douceur de vivre en ville

Les villes peuvent être traversées en deux heures maximum. Les déplacements entre banlieues sont rapides, les véhicules font très peu de bruit et les espaces verts ont énormément augmenté. On retrouve alors un espace plus calme, et le rythme est moins frénétique. On a donc moins besoin de quitter la ville le week-end.

Un volant pour deux

Le véhicule individuel n'est plus un fardeau, car il est partagé par au moins deux familles. Cela crée du lien, ce qui est justement le but de l'économie du futur! Le réseau ferroviaire a été largement réhabilité, sur beaucoup de petites lignes notamment. Le fret est également entièrement sur les rails.

Les séniors, nouveaux princes

Dis-moi comment tu traites tes séniors, je te dirai qui tu es. Le temps est la chose la plus précieuse, il faut l'occuper à quelque chose qui nous grandit. Les séniors doivent donc être considérés comme des princes! Dans ce futur, il n'y a donc plus d'Ehpad.

La nouvelle innovation

L'innovation est vertueuse, il ne s'agit plus de produire des pesticides! Dans ce futur idéal, nous ne créons plus de massues chimiques pour la planète, mais tentons de comprendre comment fonctionnent les métabolismes vivants pour les respecter. Une innovation doit résoudre un problème sans ignorer son contexte, c'est la base de l'éthique. De l'autorisation de mise sur le marché, on est passé à l'autorisation de mise en société. Et l'obsolescence programmée n'existe plus. ●

Quel est le

« Là où je pêche le plus, c'est sur la question des transports, parce que pour les JO, je voyage beaucoup. Dans Paris, j'arrive à me déplacer plutôt en vélo ou en métro, mais sinon, je prends encore régulièrement la voiture. »

Tony Estanguet, président de Paris 2024

« L'utilisation des couches jetables pour bébé! »

Sandra Rey, présidente du Conseil national du design

anti-écologo

« Le café et le chocolat, qui consomment tous deux une quantité obscène d'eau. Mais impossible pour moi d'arrêter. »

Harry Waters, professeur et activiste

« Je prends l'avion pour voyager hors de France, en général deux allers-retours par an, un France-Mexique et un France-Inde. »

Raphaël Masvinger, cofondateur de Circul'R

ne pouvez

« Il m'arrive encore de manger de la viande de bœuf une à deux fois par mois. Même si ma consommation est en chute libre depuis cinq ans, je peux mieux faire. »

Nicolas Sabatier, cofondateur de Time for the Planet

« Je bois beaucoup de café. Trop. »

Jules Coignard, cofondateur de Circul'R

passer?

geste

« *La viande!* »

Michael Green, économiste

« *Ma famille vit au Liban, je dois donc souvent prendre l'avion. J'aimerais bien qu'il existe un moyen de transport respectueux de l'environnement pour aller voir les gens que j'aime.* »

Rawaa Ammar, responsable impact et durabilité chez Resortecs

dont vous

« *Prendre des bains! En hiver, quand il fait super froid, c'est dur de résister.* »

Lou Welgryn, présidente de Data For Good

« *Boire du café en capsule!* »

Lucie Pinson, fondatrice et directrice exécutive de l'ONG Reclaim Finance

pas vous

« *C'est plus d'une habitude intérieure dont j'ai du mal à me débarrasser : celle de surréagir à des comportements non-écologiques ou des décisions aux conséquences dévastatrices. Souvent, je reste longtemps dans un état de colère, de tristesse ou d'impuissance.* »

Marion Chayneaud-Dupuy, fondatrice de Clean Everest

« *Cela fait peut-être un peu trop intello, mais la première chose à laquelle je pense, c'est la consommation de bouquins. C'est de famille, nous avons du mal à nous limiter... Notre bibliothèque est assez importante, et nous avons aussi beaucoup de magazines.* »

Flore Berlingen, présidente de Zero Waste France ●

